

ACCIDENTS DE LA ROUTE
Plus de 2 600 morts
en huit mois !

P 16

SONATRACH – MIDAD ENERGY

Signature d'un contrat de 5,4 milliard \$

La compagnie nationale Sonatrach et la société saoudienne MidadEnergyNorthAfrica, filiale de MidadEnergy, ont signé un accord historique. D'une durée de 30 ans, ce contrat porte sur l'exploration et l'exploitation du vaste périmètre d'Illizi Sud, situé dans le bassin du même nom, à une centaine de kilomètres au sud d'In Amenas. Ce partenariat est d'envergure, car MidadEnergy s'est engagée à financer la totalité des investissements, soit un montant global de 5,4 milliards de dollars. Cet événement constitue un tournant majeur pour le secteur des hydrocarbures algérien. P 3



ENTREPRENARIAT ENVIRONNEMENTAL

L'Etat accompagnera les porteurs de projets verts

La ministre de l'Environnement et de la Qualité de vie, Mme Kaoutar Krikou, a supervisé une réunion de coordination consacrée à la promotion de l'entrepreneuriat environnemental (formation, soutien et accompagnement). Elle a souligné la nécessité de former, d'accompagner et de soutenir les jeunes afin de professionnaliser les métiers liés à l'environnement, en vue d'atteindre les objectifs du développement durable.

P 2

DE NOUVELLES MESURES SONT INTRODUITES DANS LE PLF 2026

L'Algérie veut accélérer sa transition énergétique

Le gouvernement poursuit ses efforts pour réussir son programme de transition énergétique. De nouvelles mesures sont introduites dans le projet de loi de finances 2026 (PLF 2026). D'ailleurs, le Green Energy Cluster Algeria (GEC'A), qui regroupe des entreprises, des centres de recherche et des universités engagés dans la transition énergétique, et qui vient de publier une analyse détaillée du PLF 2026, estime qu'il s'agit du texte « le plus favorable jamais élaboré pour le développement des énergies renouvelables en Algérie ».

P 3

DÉVELOPPEMENT DE TRAITEMENTS INNOVANTS

Signature d'un accord entre Saidal et Novo Nordisk Algérie

Le groupe Saidal a signé, lundi à Alger, un protocole d'accord stratégique avec "Novo Nordisk Algérie" en vue de développer la production et la distribution de traitements innovants en Algérie, notamment les insulines de dernière génération, indique un communiqué du groupe public.

P 5

GHARDAÏA

**Attribution d'une quarantaine
de lots de la zone industrielle
de Oued-Nechou** P 2

LE MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS
ET DES INFRASTRUCTURES DE BASE
EN VISITE À DJELFA

**Nécessité de respecter
les délais de réalisation
des projets** P 4

ANNABA

**30 millions de DA pour la
réhabilitation des casiers
de l'enfouissement
technique** P 2

GHARDAÏA
Attribution d’une quarantaine de lots de la zone industrielle de Oued-Nechou

Par R E.

Une quarantaine de lots de la zone industrielle viabilisée d'Oued-Nechou (20 km au nord de Ghardaïa) ont été attribués à des investisseurs économiques, a-t-on appris auprès de la direction locale de l'Industrie. Sur 175 lots que compte cette zone industrielle de 100 hectares (ha), située à proximité de la (RN-1), 38 lots ont été attribués aux opérateurs économiques encouragés par les mesures incitatives mises en place pour promouvoir l'écosystème industriel, a indiqué le directeur de l'Industrie de Ghardaïa, Adda Doumi. Il a ajouté que 138 lots restent disponibles pour les investisseurs, offrant ainsi de nouvelles opportunités, notamment dans les secteurs à forte valeur ajoutée comme l'industrie agroalimentaire, à travers la plateforme numérique du guichet décentralisé de l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI - antenne de Ghardaïa). Avec cette nouvelle zone industrielle, la wilaya de Ghardaïa renforce son tissu productif industriel qui compte plus de 354 ha, répartis en 616 lots situés dans les trois zones industrielles de la wilaya, à savoir Guerrara (112 ha), Bounoura (142 ha) et Oued-Nechou (100 ha). Région à vocation agricole et touristique, Ghardaïa entame sa mue industrielle en créant des zones industrielles notamment à Oued-Nechou et Oued Métlili. Ces projets contribueront à diversifier l'économie locale et à orienter son développement durable vers des secteurs industriels prometteurs, ainsi que vers les technologies modernes.

ENTREPRENARIAT ENVIRONNEMENTAL

L'Etat accompagnera les porteurs de projets verts

La ministre de l'Environnement et de la Qualité de vie, Mme Kaoutar Krikou, a supervisé une réunion de coordination consacrée à la promotion de l'entrepreneuriat environnemental (formation, soutien et accompagnement). Elle a souligné la nécessité de former, d'accompagner et de soutenir les jeunes afin de professionnaliser les métiers liés à l'environnement, en vue d'atteindre les objectifs du développement durable.

Par Réda Hadi

À l'entame de cette réunion, elle a également insisté sur l'importance du développement du secteur pour valoriser et encourager l'entrepreneuriat environnemental, tout en créant des opportunités d'emploi de qualité. Cette rencontre donc a réunit plusieurs acteurs œuvrant à la formation, au soutien et à l'accompagnement des jeunes porteurs de projets verts, dans le cadre d'un travail collectif visant à renforcer leurs capacités et à professionnaliser les métiers liés à la protection de l'environnement. Pour la ministre, cette démarche s'inscrit pleinement dans la vision stratégique des plus hautes autorités du pays, dirigée par le Président de la République, qui accordent une priorité majeure aux questions environnementales, à la préservation de la biodiversité et à la lutte contre la pollution, conformément aux principes inscrits dans la Constitution et aux engagements nationaux en matière de développement durable. Fixant les objectifs, Kaouther Krikou a précisé aux présents que « cette réunion a pour but d'ouvrir de nouveaux horizons aux jeunes Algériens, en leur permettant d'acquérir des compétences techniques et managériales solides dans divers domaines liés à l'économie

verte », et de souligner par ailleurs que l'Institut National de Formation Environnementale, placé sous la tutelle du ministère compétent, joue un rôle central dans ce processus. Celui-ci supervise la formation technique dans les établissements de formation professionnelle et d'enseignement, en développant des programmes adaptés aux métiers de l'économie circulaire, de la valorisation des déchets, de la gestion durable des ressources naturelles et de la transition énergétique locale. Ces formations ne visent pas seulement la protection de l'environnement, mais aussi la création d'emplois durables et qualifiés, ajoute la ministre. Elles permettent d'orienter les jeunes vers un professionnalisme concret, en favorisant la création de micro-entreprises vertes soutenues par l'Agence nationale du microcrédit. Cette approche intégrée repose sur une coordination étroite entre plusieurs institutions publiques et partenaires économiques, afin de garantir aux jeunes un accompagnement complet depuis la formation jusqu'à l'intégration sur le marché du travail. Précisant sa pensée, elle souligne aussi, que la professionnalisation de l'entrepreneuriat environnemental est désormais une nécessité dans un monde marqué par des mutations rapides et des défis écologiques croissants.

La ministre a en outre affirmé que le décret exécutif n° 61/24, qui régit la collecte et la valorisation des déchets, s'inscrit dans cette dynamique. Il offre aux jeunes entrepreneurs des facilités fiscales et des incitations économiques leur permettant de s'investir dans des activités génératrices de revenus tout en préservant l'environnement. À travers ce dispositif, « l'État encourage la création de microentreprises spécialisées dans le recyclage, la récupération et la gestion durable des déchets, ouvrant ainsi la voie à une économie plus verte et inclusive ». En 2025, l'entrepreneuriat environnemental en Algérie connaît une montée en puissance remarquable. De plus en plus de jeunes se lancent dans des projets innovants dans les domaines de la gestion des déchets, des énergies renouvelables, de l'agriculture durable et de l'éco-construction. En conclusion, elle réaffirme son engagement à soutenir toutes les initiatives qui favorisent l'entrepreneuriat environnemental, véritable levier de croissance verte et de modernisation économique. C'est en misant sur les jeunes, leur créativité et leur sens des responsabilités, que l'Algérie pourra relever les défis écologiques de demain et bâtir une économie résiliente, solidaire et durable.

ANNABA

30 millions de DA pour la réhabilitation des casiers de l'enfouissement technique

L'établissement public de wilaya de gestion des centres d'enfouissement technique (CET) d'Annaba a consacré une enveloppe financière de 30 millions DA pour la réhabilitation et l'aménagement des casiers d'enfouissement du site de "El Berka Zarka" dans la commune d'El Bouni, en vue

d'augmenter la capacité d'accueil du site, a indiqué lundi son directeur, Toufik Foughali. Le même responsable a précisé à l'APS que le site de "El Berka Zarka" à El Bouni reçoit les déchets de plusieurs communes limitrophes comme Annaba, Sidi Amar, El Hadjar, Berrahal et la nouvelle ville de

Draa Errich, ce qui en fait un site principal de traitement des déchets ménagers à l'échelle de la wilaya. Il a ajouté que cette opération s'inscrit dans le cadre d'un programme de réhabilitation des anciens casiers qui ne sont plus en mesure d'absorber les quantités croissantes de déchets, précisant

que le projet concerne l'enfouissement des casiers 1, 2 et 5 dans le but d'améliorer le rendement de cette infrastructure et de garantir la continuité des services d'enfouissement et de traitement des déchets.

ÉCOLE NATIONALE DES INGÉNIEURS DE LA VILLE “ABDELMADJID MEZIANE” DE TLEMCCEN

Ouverture de l'année universitaire pour la 5^e promotion

Par R E.

La cérémonie d'ouverture de l'année universitaire pour la cinquième promotion des étudiants de l'Ecole nationale des ingénieurs de la ville "Abdelmadjid Meziane" de Tlemcen s'est tenue, lundi, sous la supervision du Directeur central de la formation au ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, Aïdja Nourredine, en présence des autorités de la wilaya. Cette promotion compte 80 étudiants venus de différentes wilayas du pays, dont 40 étu-

dants dans le grade d'inspecteur principal de l'hygiène, de la propreté publique et de l'environnement, et 40 autres dans le grade d'ingénieur d'Etat de l'administration territoriale en gestion technique et urbaine, qui ont rejoint l'école après avoir réussi un concours national, selon le Directeur de l'établissement, Kaddari Lehli. Il a ajouté que "cette école constitue l'un des piliers fondamentaux de la stratégie nationale de qualification des cadres locaux, en dotant ses étudiants d'outils scientifiques et pratiques leur permet-

tant de relever tous les défis urbains et environnementaux. Elle se distingue par sa spécialisation unique, ce qui renforce la position de leader de l'Algérie dans ce domaine". De son côté, le wali de Tlemcen, Youssef Bechlaoui, a souligné dans son intervention que "cette école représente un véritable espoir pour la formation de compétences qualifiées, capables de contribuer à la réalisation des objectifs de l'Etat en matière d'aménagement urbain et de développement durable". Il a également affirmé que "les services de la wi-

laya soutiendront tout projet de recherche ou d'application en phase avec les spécificités locales en matière d'aménagement urbain, de protection de l'environnement, d'amélioration de la qualité de vie des citoyens et de service de l'intérêt général". A cette occasion, une communication a été présentée par le Dr Fouad Zenati de l'Université d'Oran 2 "Mohamed Benahmed", intitulée : "La gestion des collectivités locales en Algérie : lecture des dimensions administratives et de développement".

Quotidien economique

Les EnjeuxEco

Édité par la SARL
Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant

Belmihoub Abdelaziz

Directeur de publication

Radji Zahir

Siège social

Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression

Centre : SIA

Distribution

Centre: les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

DE NOUVELLES MESURES SONT INTRODUITES DANS LE PLF 2026

L'Algérie veut accélérer sa transition énergétique

Le gouvernement poursuit ses efforts pour réussir son programme de transition énergétique. De nouvelles mesures sont introduites dans le projet de loi de finances 2026 (PLF 2026). D'ailleurs, le Green Energy Cluster Algeria (GEC'A), qui regroupe des entreprises, des centres de recherche et des universités engagés dans la transition énergétique, et qui vient de publier une analyse détaillée du PLF 2026, estime qu'il s'agit du texte « le plus favorable jamais élaboré pour le développement des énergies renouvelables en Algérie ».

Par Sirine R

Selon ce groupement, le PLF 2026 introduit quatre articles structurants (99, 126, 127 et 128) qui sont destinés à booster les énergies renouvelables et l'hydrogène. « Deux articles (N°127 et 128) auront directement un effet bénéfique sur l'industrie via la réduction des droits de droits (panneaux solaires photovoltaïques) et l'exonération des droits de douanes (électrolyseurs) alors que deux articles (N°99 et 126) sont destinés à booster le marché des EnR via un crédit d'impôt plafonné à 5% et une réduction des droits de douane pour le chauffe-eau solaire (50%) », lit-on dans l'analyse du cluster algérien pour les EnR. En effet, ces nouvelles dispositions sont considérés comme étant des signaux fiscaux forts pour le solaire et l'hydrogène. L'article 99 du PLF 2026 prévoit que les dépenses engagées par les entreprises dans des investissements liés au développement de l'hydrogène vert, aux opérations de boisement et reboisement, ainsi qu'à la production et valorisation des énergies renouvelables, soient déductibles du résultat imposable, dans la limite de 5 % du bénéfice de l'exercice concerné. Cette disposition, inédite en Algérie, vise à stimuler la recherche, l'innovation et la formation dans les filières vertes, dont la rentabilité se mesure à long terme. « Ce crédit d'impôt, bien que plafonné, représente une ouverture importante : il légitime l'investissement environnemental comme un levier de performance économique », commente le CES, saluant la prise en compte du facteur R&D dans la fiscalité énergétique. La filière hydrogène se voit confortée par deux mesures d'envergure : la déduction fiscale de 5 % (article 99) et l'exonération totale des droits de douane sur les électrolyseurs comme prévu dans l'article 127.

Ces derniers, équipements stratégiques pour la production d'hydrogène par électrolyse de l'eau, constituent une part majeure du coût d'investissement. Leur importation sans taxe douanière vise à abaisser les barrières d'entrée et accélérer la création d'une filière nationale intégrée. Selon le document, cette orientation traduit « la ferme volonté de l'État algérien d'assurer un développement harmonieux de la filière hydrogène et de renforcer sa position de fournisseur fiable d'énergie propre sur la scène internationale ». La stratégie nationale fixe d'ailleurs des objectifs ambitieux à l'horizon 2030-2035 pour la production d'hydrogène renouvelable, à travers des projets conjoints impliquant Sonatrach, acteur central de la transition, et des partenaires étrangers. Au-delà des perspectives d'exportation, cette dynamique est perçue comme une opportunité économique interne. En effet, l'hydrogène pourrait être utilisé dans le transport, la production d'électricité et l'industrie lourde, tout en créant de nouveaux emplois qualifiés.

Le solaire domestique encouragé

L'article 126 introduit une réduction du droit de douane à 15 % (au lieu de 30 %) sur les chauffe-eaux solaires destinés aux ménages. Cette mesure, longtemps attendue par les acteurs du secteur, s'inscrit dans le cadre du « Programme national de maîtrise de l'énergie ». Les autorités visent l'installation de 100 000 chauffe-eaux solaires d'ici 2035*, ce qui permettrait d'économiser environ 135 millions de m³ de gaz naturel, soit 5 milliards de dinars à prix international. Le GEC salue une mesure « simple mais à fort impact », rappelant que le coût subventionné du gaz naturel a longtemps freiné la compétitivité du solaire thermique. Cette incitation pourrait changer la

structure du marché domestique, en rendant le chauffe-eau solaire plus accessible et plus attractif. La mesure phare du PLF 2026 demeure toutefois l'article 128, qui réduit à 5 % les droits de douane sur les composants destinés à la fabrication locale des panneaux solaires photovoltaïques (adhésifs techniques, verres trempés, rubans de cuivre, cadres en aluminium, cellules photovoltaïques non assemblées, etc). Selon le Green Energy Cluster, cette disposition « débloque enfin une situation administrative figée depuis 2020 », faisant référence au décret exécutif n°20-313 qui n'a jamais été appliqué malgré les avantages fiscaux qu'il prévoyait pour la production d'équipements électroniques et solaires. L'objectif de ce nouvel article est double : Favoriser la structuration d'un tissu industriel national** compétitif dans le domaine du solaire et réduire la dépendance aux importations et le coût du kilowattheure produit localement. « C'est une mesure de souveraineté énergétique, mais aussi industrielle », souligne le Cluster, qui milite depuis 2017 pour le développement d'une base industrielle locale capable d'intégrer le contenu technologique et de promouvoir le produit «made in Algeria». Au final, le Green Energy Cluster considère que ce projet de loi de finances constitue le socle d'une véritable mutation énergétique. En combinant allègements fiscaux, ouverture industrielle et promotion de l'innovation, il contribue à inscrire durablement la transition énergétique dans la politique économique nationale. «Ce texte crée un cadre vertueux où l'investissement vert devient économiquement rationnel », conclut le rapport, invitant les opérateurs à saisir cette opportunité historique pour bâtir un écosystème énergétique décarboné et compétitif.

BECHAR Achèvement des travaux de la centrale solaire photovoltaïque de Beni-Ounif en mai 2026

Par R E

Les travaux de réalisation de la centrale solaire photovoltaïque d'une capacité de 50 mégawatts à Beni-Ounif (110 km au Nord de Bechar), seront achevés en mai 2026, a-t-on appris, lundi, auprès des responsables de l'entreprise réalisatrice de ce projet énergétique. Le projet de cette centrale solaire photovoltaïque, dont les travaux de réalisation accusent actuellement un taux d'avancement de 35 pour cent, sera totalement achevé en mai 2026, a précisé à l'APS l'un des responsables de l'entreprise, Hafidi Si El Haoues. La réalisation de ce projet, implanté sur une superficie de 150 hectares, dans une zone propice à ce type de centrale photovoltaïque, notamment dans la région frontalière de Beni-Ounif, intervient dans le cadre du programme national de développement des énergies renouvelables, selon les explications fournies par la même source en marge du salon régional de l'emploi. Le projet, qui est pris en charge dans tous ses segments par la même entreprise, relevant du secteur privée et spécialisée dans la production énergétique, le développement des solutions durables et l'accompagnement de la transition énergétique et agricole, tant en Algérie qu'à travers le continent africain, est totalement supervisé sur le plan technique par le groupe Sonelgaz, a-t-il ajouté. Outre la centrale de Beni-Ounif, la wilaya de Bechar a aussi bénéficié d'une centrale similaire, en cours de réalisation dans la région d'Abadla (88 km au Sud de Bechar), sur une superficie de 160 hectares et dont la réception est prévue début 2026, indiquent des responsables locaux du secteur de l'énergie. Cette centrale, dont la réalisation est confiée à un partenaire chinois, pour un coût de plus de sept (7) milliards de DA, aura une capacité de production de 81,01 mégawatts, selon la fiche technique de ce projet. La mise en service de ces deux importantes infrastructures énergétiques permettra le renforcement du réseau de production de l'énergie électrique de la wilaya de Bechar, et ce, par l'utilisation de l'énergie propre, contribuant ainsi à la réduction des émissions carbone et à diminuer la dépendance aux énergies fossiles, a-t-on souligné.

SONATRACH – MIDAD ENERGY

Signature d'un contrat de 5,4 milliard de dollars

Par Mourad A.

La compagnie nationale Sonatrach et la société saoudienne MidadEnergyNorthAfrica, filiale de MidadEnergy, ont signé un accord historique. D'une durée de 30 ans, ce contrat porte sur l'exploration et l'exploitation du vaste périmètre d'Illizi Sud, situé dans le bassin du même nom, à une centaine de kilomètres au sud d'In Amenas. Ce partenariat est d'envergure, car MidadEnergy s'est engagée à financer la totalité des investissements, soit un montant global de 5,4 milliards de dollars. Cet événement constitue un tournant majeur pour le secteur des hydrocarbures algérien. Ce projet est notable non seulement par son envergure technique et financière, mais aussi par l'engagement d'investissement détaillé : sur les 5,4 milliards de dollars promis par MidadEnergyNorthAfrica, une enveloppe initiale de 288 millions de dollars sera consacrée spéci-

fièrement à la phase d'exploration, qui s'étendra sur les sept premières années. La cérémonie de signature, officialisant cette collaboration stratégique au siège de Sonatrach, a réuni des personnalités de haut niveau, notamment le PDG de Sonatrach, Rachid Hachichi, et son homologue saoudien, Sheikh Abdulelah Bin Mohammed Bin Abdullah Al-Aiban, en présence du ministre d'État, ministre des Hydrocarbures et des Mines, Mohamed Arkab, et de l'ambassadeur d'Arabie Saoudite en Algérie, Dr Abdullah bin Nasser Al-Busairi. Les prévisions confirment le potentiel exceptionnel du gisement d'Illizi Sud. Les estimations font état d'une production totale de près de 993 millions de barils équivalent pétrole (bep) sur la période contractuelle, avec la possibilité d'une prolongation de dix ans. Ce volume comprend environ 125 milliards de mètres cubes de gaz commercialisable et 204 millions de barils d'hydrocar-

bures liquides, répartis entre 103 millions de barils de GPL et 101 millions de barils de condensat. Ce projet constitue ainsi un pilier important pour la diversification énergétique du pays et le renforcement de ses capacités d'exportation de gaz et de liquides. Ce méga-contrat illustre également l'efficacité de la loi n°19-13 sur les hydrocarbures, adoptée pour renforcer l'attractivité du secteur et encourager les investissements étrangers. En attirant un acteur d'envergure du Golfe, cette législation démontre sa pertinence. L'accord intègre en outre des engagements forts en matière d'éco-responsabilité, privilégiant les technologies avancées, la digitalisation des opérations et le recours au contenu local, notamment à travers la sous-traitance avec les entreprises nationales. Il vient concrétiser le protocole d'accord signé entre les deux parties en mars 2024. Enfin, ce contrat avec MidadEnergy ne

représente pas une coopération isolée, mais s'inscrit dans le cadre d'une volonté politique commune entre l'Algérie et l'Arabie Saoudite de hisser leurs relations énergétiques à un niveau stratégique. Le rapprochement est récent mais ciblé : en juillet 2025, les officiels algériens ont rappelé les partenariats existants ou souhaités avec d'autres géants saoudiens comme SABIC (pétrochimie) et Saudi Aramco (principalement dans l'exploration et le développement). Les discussions bilatérales portent régulièrement sur un élargissement des opportunités d'investissement aux domaines des énergies renouvelables, des mines et du desalement d'eau de mer. Ce méga-contrat avec MidadEnergy concrétise donc la première étape majeure de cette nouvelle dynamique d'investissement Sud-Sud dans le secteur algérien des hydrocarbures.

MONNAIES
Le dollar regagne du terrain

Le dollar remonte lundi après sa chute de vendredi liée aux menaces douanières du président américain Donald Trump contre la Chine, tempérées depuis, mais les investisseurs continuent de se tourner vers l'or, valeur refuge, qui atteint un nouveau record. Selon les analystes, les marchés ont retrouvé une certaine confiance après que le président Trump à exprimé sa volonté de dialogue avec Pékin, ce qui a permis au dollar de progresser. Dans la matinée, le billet vert reprenait 0,22% par rapport à la monnaie unique européenne, à 1,1594 dollar pour un euro, et se rehaussait de 0,17% contre la livre britannique, à 1,3337 dollar. Il grimpait aussi de 0,65% face à la devise japonaise, à 152,18 yens pour un dollar. Dans ce climat incertain, l'or et l'argent, considérés comme des actifs plus sûrs, ont tous les deux touchés de nouveaux records lundi. Après avoir atteint lundi un niveau historique à 4.079,89 dollars l'once, le métal jaune progressait de 1,37% à 4.072,90 dollars l'once vers 09H40 GMT. L'argent s'est également envolé à un sommet inédit lundi, à 51,7148 dollars l'once.

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA PROTECTION CIVILE

Le colonel Boualem Boughlaf en visite de travail dans trois wilayas

Le directeur général de la Protection civile, le colonel Boualem Boughlaf, effectue une visite de travail et d'inspection dans les wilayas de Tindouf, Beni Abbes et Béchar, du 13 au 16 octobre en cours, dans le but de renforcer les moyens opérationnels et à élever le niveau de performance des différentes structures de la Protection civile, indique lundi la Direction générale de la Protection civile (DGPC) dans un communiqué. "Dans le cadre de la mise en œuvre du programme annuel de travail de la DGPC, visant à renforcer les moyens opérationnelle et à élever le niveau de performance des différentes structures à travers le territoire national, le DG de la Protection civile, le colonel Boualem Boughlaf, accompagné des cadres centraux, effectue une visite de travail et d'inspection dans les wilayas de Tindouf, Beni Abbes et Béchar, durant la période allant du 13 au 16 octobre 2025", précise la même source.

LE MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS ET DES INFRASTRUCTURES DE BASE EN VISITE À DJELFA

Nécessité de respecter les délais de réalisation des projets

Le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, M. Abdelkader Djellaoui, a insisté, dimanche à Djelfa, sur la nécessité de concrétiser les projets de son secteur dans cette wilaya selon des calendriers précis et des délais bien définis. En marge de sa visite dans la wilaya, le ministre a expliqué que l'ensemble des projets dont a bénéficié son secteur, en particulier ceux inscrits au titre du programme complémentaire, doivent faire l'objet de l'attention nécessaire à travers l'établissement de calendriers qui prennent en compte l'importance capitale de telles opérations de développement structurantes. "Le grand défi dans la wilaya de Djelfa est lié au niveau de concrétisation de ces projets inscrits dans le cadre du programme complémentaire de développement, approuvé par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, eu égard à son rôle vital

dans le soutien au développement économique et social de cette wilaya", a poursuivi le ministre. Lors de la première étape de sa visite, le ministre a inspecté l'état d'avancement des travaux de modernisation et d'augmentation de la capacité d'accueil de la RN 1 dans son tronçon reliant le chef-lieu de wilaya à Hassi Bahbah, sur une distance de 50 km, par l'ajout d'une troisième voie. Ce projet enregistre un taux de réalisation variable sur les trois lots, oscillant entre 20 et 50%. M. Djellaoui a également inspecté les travaux de réalisation du dédoublement de la RN 1 entre Djelfa et Laghouat sur une distance de 64 km, où il s'est enquis de l'état d'avancement du premier tronçon relatif à la rocade ouest de la ville de Djelfa, s'étendant sur 8 km. Le ministre a rappelé que son département avait récemment tenu une réu-

nion élargie au niveau central consacrée au suivi des projets en cours de réalisation et à l'examen des priorités d'intervention en vue de lever les différents obstacles rencontrés sur le terrain, soulignant "qu'une commission d'inspection a été dépêchée à trois reprises dans cette wilaya, dans le cadre des efforts visant à relancer les projets en retard et à lever les contraintes techniques et administratives qui entravent leur mise en œuvre". Lors de la dernière étape du programme de la première journée de sa visite, M. Djellaoui a suivi un exposé exhaustif sur la situation des projets de son secteur dans cette wilaya qui a bénéficié, au titre de la nomenclature du programme complémentaire, d'une enveloppe financière avoisinant les 50 mds DA, selon les explications fournies par le wali de Djelfa, M. Djahid Mous.

RÉDUCTION DES RISQUES DE CATASTROPHE

Les efforts de l'Algérie présentés en Afrique du Sud

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, M. Saïd Sayoud, a rencontré, en Afrique du Sud, le Représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU pour la réduction des risques de catastrophe et chef du Bureau de l'ONU pour la prévention des catastrophes (UNDRR), M. Kamal Kishore, indique, dimanche, un communiqué du ministère. Lors de cette rencontre, tenue à l'occasion de sa participation aux travaux de la Réunion du groupe de travail du G20 sur la réduction des risques de catastrophes, M. Sayoud a passé en revue "les efforts déployés par l'Algérie en matière de prévention et de gestion des catastrophes", soulignant "la révision du cadre juridique ayant permis d'intégrer des mécanismes adaptés aux nouveaux enjeux, inspirés du Cadre de Sendai", précise la même source. Il a également évoqué "les efforts continus visant à réduire les risques sismiques, en sus de l'importance accordée par l'Etat algérien à l'amélioration des capacités de réponse", tout en mettant en avant "la disponibilité permanente de l'Algérie pour apporter assistance et soutien en matière de secours en cas de catastrophes". L'expérience algérienne a été saluée par M. Kishore qui, pour sa part, a appelé à "la partager à l'occasion des travaux de cette rencontre, notamment en matière de prévention ou d'investissement dans la

réduction des risques, et de prise en charge des victimes lors de catastrophes". Le responsable onusien a mis en avant "le classement de l'Algérie dans la zone verte au niveau de l'ONU, en ce qui concerne les rapports, la communication et le niveau de mise en œuvre du Cadre de Sen-

dai". Il a également salué "les efforts des autorités algériennes pour une meilleure gestion des risques de catastrophe", exprimant "la volonté du Bureau onusien de renforcer la coopération bila

Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTERE DU COMMERCE INTERIEUR
ET DE LA REGULATION DU MARCHÉ NATIONAL

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري
MINISTERE DE L'AGRICULTURE,
DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الاستهلاك ليوم 16 سبتمبر 2025
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 16 Septembre 2025

Produits		Prix du détail ¹		أسعار التجزئة ²		المنتجات
		DA / Kg	دج / كلف	أعلى	أدنى	
		Moyenne	Maximum	Minimum		
Légumes frais	Pomme de terre	54	62	47	البطاطا	خضر طازجة
	Tomate	63	75	50	الطماطم	
	Oignon sec	48	55	41	البصل الجاف	
	Ail sec	581	659	503	الثوم الجاف	
	Carotte	92	104	81	الجزر	
	Navet	104	117	92	لفت	
	Poivron	85	99	71	الفلفل الاخضر	
	Piment	116	135	97	الفلفل الحار	
	Courgette	97	111	82	الكوسة	
	Haricot vert	177	198	157	الفاصولياء الخضراء	
Laitue	110	125	96	الخس		
Fruits frais	Pomme locale	328	417	239	التفاح المحلي	فواكه طازجة
	Datte	590	717	463	التمر	
	Banane	425	437	413	الموز	
	Melon	87	97	77	البطيخ الأصفر	
	Pastèque	80	90	70	البطيخ الأحمر	
	Raisin	215	277	152	العنب	
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1810	1932	1688	لحم البقر المحلي	المنتجات ذات الأصل الحيواني
	Poulet de chair	387	399	375	الدجاج	
	Ceufs (Unité)	18	19	17	البيض (وحدة)	
	Lait de vache (Litre)	95	101	89	حليب البقر (لتر)	

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	par	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	450,00	NC	0,00	0,31	5,95	7,94	7,78	0	0,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 415,00	1420,00	0,35	0,67	0,34	9,13	5,48	22010	31 254 200,00
BIOPHARM	BIO	2 480,00	2480,00	0,00	3,20	2,80	6,54	6,50	1370	3 370 200,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 090,00	2000,00	-4,31	-6,09	-11,62	9,54	6,25	2060	4 120 000,00
EGH El Aurassi	AUR	400,00	NC	0,00	0,00	-0,09	5,06	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	400,00	385,00	-3,75	-1,89	-4,24	3,64	5,45	40	15 400,00

LES RÉSERVES D’EAU FOSSILES DU SAHARA

Une opportunité stratégique pour l’agriculture

Confrontée à une pression hydrique croissante et à des aléas climatiques de plus en plus marqués, l’Algérie aborde une phase décisive dans la gestion de ses ressources en eau. Entre la répartition inégale des pluies et les besoins grandissants du secteur agricole, le pays cherche à concilier rareté et résilience. Au cœur de cette équation, les immenses réserves d’eau fossiles du Sahara apparaissent comme un levier stratégique pour repenser le modèle agricole national et garantir une souveraineté alimentaire durable.

Par M. A.

L’année agricole 2025-2026 s’est ouverte sous des signes encourageants. Les précipitations automnales, survenues après la mise en place des semences, ont eu un effet bénéfique immédiat sur les trois millions d’hectares consacrés aux grandes cultures, soit 54 % de la Surface Agricole Utile du pays. Céréales et légumineuses profitent de ce regain d’humidité, tout comme les vergers, notamment les oliveraies, dont la qualité des récoltes s’annonce meilleure. Cependant, cette embellie reste fragile, menacée par des pratiques culturales encore perfectibles. Brahim Mouhouche, expert reconnu en hydraulique, a alerté sur l’inefficacité de l’utilisation de l’eau dans le secteur agricole. « Aujourd’hui, on peut affirmer qu’une mauvaise préparation du sol entraîne une perte de plus de la moitié des eaux de pluie. Cette précieuse ressource ruisselle simplement vers les oueds, au lieu de s’infiltrer et d’être absorbée par nos cultures. Nous devons travailler le sol à temps pour limiter

l’érosion hydrique et maximiser l’infiltration », a-t-il déclaré sur la « Chaîne II » de la radio nationale. Il a insisté sur la nécessité d’une meilleure coordination et d’une planification rigoureuse des travaux agricoles afin d’optimiser la rétention des pluies et de soutenir les cultures durant la phase critique de croissance printanière. Mais le véritable atout stratégique de l’Algérie se situe dans son Sud. Loin de l’image d’un désert stérile, le Sahara, qui couvre 87 % du territoire national, abrite l’une des plus vastes réserves d’eau souterraine au monde. Cette eau fossile, formée il y a des millions d’années, représente un volume colossal estimé à 50 000 milliards de mètres cubes, soit l’équivalent de 50 000 fois la capacité du barrage de Beni Haroun, le plus grand du pays. Ce contraste est saisissant avec la situation climatique du Nord. À Collo, dans le Constantinois, les précipitations atteignent jusqu’à 1 600 mm par an, tandis qu’à Adrar, dans le Sud, elles ne dépassent pas 18 mm annuels, avec un taux d’évaporation équivalent... par jour. Pour Mouhouche, cette disparité impose

une révision profonde des politiques de gestion de l’eau : « Le Nord et les Hauts Plateaux sont paradoxalement pauvres en eau utile malgré les pluies, tandis que le Sud est assis sur des réserves stratégiques inexploitablement sans moyens adéquats. Cette répartition inégale impose une nouvelle stratégie de gestion intégrée ». Ainsi, la réponse aux défis hydriques ne réside plus seulement dans la construction de nouveaux barrages, mais dans l’adoption de solutions technologiques innovantes. L’exploitation raisonnée des eaux fossiles du Sahara, bien qu’elles ne soient pas renouvelables à l’échelle humaine, peut constituer un stock stratégique pour une agriculture durable et modernisée. Comme l’a souligné l’expert : « La durabilité agricole algérienne ne peut plus s’appuyer uniquement sur la pluie. Elle repose sur l’équilibre entre des moyens techniques modernes (technologies d’irrigation et de pompage efficaces), une gestion hydrique rigoureuse et le savoir-faire local. Nous devons accélérer notre transition vers une agriculture technologique ».

DÉVELOPPEMENT DE TRAITEMENTS INNOVANTS

Signature d’un accord entre Saidal et Novo Nordisk Algérie

Par S R.

Le groupe Saidal a signé, lundi à Alger, un protocole d’"accord stratégique" avec "Novo Nordisk Algérie" en vue de développer la production et la distribution de traitements innovants en Algérie, notamment les insulines de dernière génération, indique un communiqué du groupe public. La cérémonie de signature s’est tenue au siège de la direction générale de Saidal, en présence de sa directrice générale, Nabila Benyzyer, du directeur général

de Novo Nordisk Algérie, Hamza Benharkat, ainsi que de cadres des deux entreprises, précise la même source. Cet accord "ambitieux" porte sur le développement conjoint de la production et de la distribution de molécules innovantes, incluant les insulines de dernière génération de Novo Nordisk. Selon le communiqué, il marque "une étape majeure" vers la mise en œuvre d’une production aseptique dite full process en Algérie, fruit d’un partenariat technologique entre les deux entreprises. Saidal a souligné que ce

"partenariat gagnant-gagnant", issu d’une vision commune des dirigeants des deux groupes, repose sur le transfert de savoir-faire et de technologie. Novo Nordisk est, rappelle-t-on, un "leader mondial dans l’innovation thérapeutique dans le domaine des maladies chroniques, notamment le diabète et l’obésité". Cet accord ouvre également "de nouvelles perspectives de développement durable pour les deux compagnies" et "renforce significativement les capacités locales de production pharmaceutique", contribuant ainsi

aux efforts des autorités pour assurer la souveraineté sanitaire nationale. "En alliant l’expertise de Novo Nordisk en recherche et développement à l’expérience industrielle et à l’ancrage solide de Saidal dans le tissu pharmaceutique national, cette alliance stratégique profitera avant tout aux patients algériens", souligne encore le communiqué, précisant qu’elle garantira "un meilleur accès à des traitements innovants, sûrs et de haute qualité répondant aux standards internationaux les plus exigeants".

SIDI BEL-ABBES ENIE signe une convention de coopération avec l’université de Chlef

Par R E.

L’Entreprise nationale des industries électroniques (ENIE) de Sidi Bel-Abbes a conclu, récemment, une convention de coopération et de partenariat avec l’Université "Hassiba Benbouali" de Chlef, dans le cadre de son ouverture sur le milieu universitaire, a-t-on appris auprès de cette entreprise publique. Selon la cellule de communication de l’ENIE, la cérémonie de signature s’est déroulée en présence du Président-directeur général de l’entreprise, Bouab Abdeslam, et du recteur de l’Université de Chlef, Gouini Larbi, ainsi que de plusieurs cadres de l’entreprise et enseignants universitaires. Cette convention, qui s’inscrit dans le cadre du renforcement du partenariat entre les secteurs de l’industrie et de l’enseignement supérieur, vise à consolider la coopération dans les domaines de la recherche scientifique et l’innovation, à favoriser les échanges d’expertises scientifiques et techniques, et à offrir des opportunités de formation pratique aux étudiants et chercheurs, contribuant ainsi au développement industriel et scientifique du secteur de l’électronique, précise la même source. En marge de la signature de cette convention, la délégation de l’Université de Chlef a effectué une visite aux laboratoires de recherche et de développement d’ENIE ainsi que de l’unité d’intégration électronique de l’entreprise, où elle a pu constater les capacités humaines et techniques dont dispose l’ENIE qui la positionnent en tant que pôle national de référence en matière de recherche et de développement industriel.

DU DÉCLIN À LA RELANCE

ENIE, un modèle de renaissance industrielle algérienne

Par A A.

Symbole de l’industrie électronique nationale, l’Entreprise nationale de l’industrie électronique (ENIE) de Sidi Bel Abbès connaît une renaissance après des décennies de turbulences. Marqué par un passé glorieux, un déclin douloureux, puis une relance structurée, le parcours de l’ENIE illustre la volonté de l’Algérie de reconstruire un appareil industriel souverain et innovant. Pendant longtemps, le secteur industriel a souffert du manque d’intégration, d’une dépendance excessive à l’importation et d’une faiblesse en R&D, affectant notamment l’ENIE, créée il y a près de 45 ans. Face à la concurrence étrangère et à la mutation technologique, l’entreprise, initialement spécialisée dans les téléviseurs, a vu ses parts de marché s’effriter. Le directeur général par intérim, Mohamed AbesBourassi, a cependant

affirmé au micro de la télévision algérienne : « Nous avons traversé des périodes difficiles, mais l’ENIE n’a jamais perdu son âme industrielle. Elle a su se remettre en question et investir dans la modernisation de ses outils de production ». Le tournant décisif a eu lieu en 2011, avec l’octroi par le Conseil des participations de l’État d’un financement de 15 milliards de dinars. Ce soutien a permis de créer de nouvelles unités (intégration électronique, énergie solaire, métrologie et R&D) et de mobiliser près de 6 milliards de dinars pour l’acquisition d’équipements modernes. Selon M. Bourassi : « Nous avons investi dans la technologie, dans la formation et dans la recherche. Ce sont les trois leviers de notre renaissance ». L’ENIE se repositionne désormais sur le marché national et prépare son retour sur les marchés africains via une diversification maîtri-

sée : téléviseurs intelligents, équipements de paiement électronique, panneaux solaires, cartes électroniques et tablettes éducatives. L’entreprise déploie un réseau national de points de vente à travers le pays. L’entreprise emploie plus de 1 100 travailleurs permanents, dont 60 % de femmes, principalement dans l’assemblage. « Le capital humain est notre première richesse. Nous avons misé sur la qualification, la rigueur et la formation continue », a insisté son directeur. La production s’appuie sur trois lignes industrielles, chacune capable de produire 300 000 unités par an, soit une capacité totale de 900 000 produits électroniques par an. Ces lignes fabriquent des téléviseurs de dernière génération aux standards internationaux. L’ENIE s’apprête à lancer le premier téléviseur « Made in Algeria » nouvelle génération. « Nous voulons qu’il regarde la prochaine

Coupe d’Afrique avec fierté, sur un téléviseur fabriqué ici, à Sidi Bel Abbès », a confié M. Bourassi avec enthousiasme. L’innovation s’étend aux énergies renouvelables avec une unité solaire dont la capacité de production atteint 18 mégawatts par an (panneaux monocristallins et polycristallins). L’ENIE a déjà équipé la ville nouvelle de Sidi Abdallah avec plus de 10 000 points lumineux solaires. Un laboratoire de R&D et de veille technologique assure le suivi et l’amélioration continue de la qualité. Forte de cette transformation, l’ENIE est devenue un pilier du redressement industriel, combinant investissement public, ingénierie nationale et adaptation technologique. M. Bourassi a conclu : « Nous voulons que l’ENIE soit une vitrine de la nouvelle industrie algérienne : innovante, performante et fière de son savoir-faire local ».

MILA

Octroi d'autorisations d'exploitation de 8 gisements depuis début 2025

Des autorisations d'exploitation de huit gisements ont été accordées depuis début 2025 à fin septembre dernier à travers plusieurs communes de la wilaya de Mila, a-t-on appris dimanche auprès de la directrice de l'énergie et des mines. Dans une déclaration à l'APS, Nihad Ghenam a indiqué que l'octroi de ces autorisations par l'Agence nationale des activités minières s'inscrit dans le cadre des efforts des autorités supérieures du pays pour une meilleure exploitation des ressources minières en vue de diversifier les revenus et soutenir l'économie nationale. L'exploitation de ces gisements renforcera la production de la wilaya à partir de 2026 par plus de 70.000 tonnes par an de divers produits miniers dont la chaux et la pierre décorative, outre la création de plus de 100 emplois, selon la même responsable. La wilaya de Mila compte actuellement 94 gisements d'extraction de la chaux, de l'argile, du plâtre et de la pierre décorative dont 66 carrières actives, 22 à l'arrêt et six sites en cours de prospection, selon la même source.

BATNA

Plus de 7.000 visiteurs au Salon national du bijoux traditionnel et de la joaillerie

Le Salon national du bijoux traditionnel et de la joaillerie, organisée du 7 au 12 octobre à Batna, a attiré 7.200 visiteurs, a indiqué dimanche le directeur local du Tourisme et de l'Artisanat, Abdelouahab Memou. Le salon a été une occasion pour les visiteurs de découvrir le travail des artisans et l'évolution de cette activité tout en préservant l'authenticité des bijoux traditionnels de la région, a déclaré, à l'APS, le responsable en marge de la cérémonie de clôture à la salle des expositions Assehar. Tous les moyens ont été mis en place pour le succès de cette manifestation, qui a constitué un espace d'échange d'expériences entre professionnels, selon le responsable, qui a affirmé que l'objectif du salon est de promouvoir le savoir-faire séculaire des bijoutiers de la wilaya de Batna et des autres wilayas participantes. Des participants au salon, dont Nada Malak de Constantine, Abdelouahab Mansouri de Tamanrasset, Lynda Tazrout de Tizi Ouzou et Moussa Sofiane Benmansour de Tlemcen, ont salué cette initiative, qui leur a permis de présenter leurs produits, outre les échanges d'expériences entre professionnels. Soixante (60) artisans issus de 23 wilayas du pays ont participé à cet événement.

TIPASA

L'hôpital de la ville renforcé par un appareil d'imagerie intra-vasculaire de dernière génération

Le service de cardiologie et de chirurgie vasculaire de l'établissement public hospitalier (EPH) de Tipasa a été renforcé dernièrement par un appareil d'imagerie intra-vasculaire de dernière génération, a-t-on appris, dimanche, auprès de la direction de l'établissement.

Cet équipement de pointe permettra d'améliorer la planification et le guidage des opérations d'angioplastie, ainsi que la pose optimale des stents grâce à une imagerie instantanée et d'une grande précision. L'appareil offre une visualisation interne détaillée des artères, permettant une évaluation fine des rétrécissements coronaires, du diamètre des vaisseaux et de la structure des plaques athéroscléreuses, selon la

même source. Ce dispositif va aussi contribuer à renforcer la sécurité et les résultats cliniques des patients atteints de maladies coronariennes, notamment dans les cas de syndromes coronariens chroniques. Il s'agit d'une avancée majeure dans le diagnostic et le traitement interventionnel des affections coronariennes. La direction de l'hôpital a souligné avoir mobilisé tous les moyens nécessaires pour permettre aux spécialistes

maîtrisant les techniques modernes d'intervention cardiaque d'utiliser pleinement cet équipement innovant. Elle a, aussi, réaffirmé l'engagement de l'établissement à poursuivre la modernisation de ses équipements médicaux, à améliorer la qualité de la prise en charge des patients et à consolider la position de l'hôpital de Tipasa comme pôle national de référence en cardiologie et chirurgie vasculaire.

GUELMA

Remise des clés à 8.313 souscripteurs du programme AADL 2

Tous les souscripteurs du programme AADL 2 au nombre de 8.313 à Guelma ont reçu par vagues successives les clés de leurs appartements permettant ainsi à la wilaya de clore le dossier de ce programme, a-t-on appris dimanche auprès du directeur

local du logement. Dans une déclaration à l'APS, M. Messaoud Fekhar a précisé que la remise des clés aux souscripteurs du programme AADL 2 de 2013 dans la wilaya a été effectuée en plusieurs phases le long des cinq dernières années et la dernière a été lieu en

juillet passé et avait concerné 513 souscripteurs sur les sites de la commune de Bouchegouf et de Bourouaih Slimane à Guelma. La même source a indiqué que les appartements de souscripteurs du programme AADL 2 se répartissent sur six sites dont 5.400 unités

au pôle urbain H'djar Mangoub (commune de Blekheir), 1.100 au POS Sud de la commune de Guelma, 271 à la cité Bourouaih dans la même collectivité locale, 942 dans commune de Bouchegouf et 600 unités dans la commune d'Oued Zenati.

EL-OUED

Plus de 90 exposants attendus au salon national de l'industrie pharmaceutique

Plus de 90 participants sont attendus au salon national de l'industrie pharmaceutique et des équipements médicaux "Afropharm-Expo", prévu du 30 octobre au 1er novembre prochain dans la wilaya d'El-Oued, a-t-on appris dimanche des organisateurs. Cette manifestation servira de vitrine pour les exposants, des opérateurs économiques et des entreprises publiques et privées, versées dans l'industrie pharmaceutique et la fabrication d'équipements médicaux pour valoriser leur

rôle dans le développement du secteur, a indiqué à l'APS, le directeur général de la société organisatrice, Fayçal Houamdi. L'évènement devra être mis à profit des professionnels du secteur et des propriétaires d'offices pour s'enquérir de la situation et le développement de l'industrie pharmaceutique et des équipements médicaux et leur rôle dans l'amélioration des prestations de santé, en application de la vision de l'Etat d'amélioration de la prise en charge des malades. En plus

d'être un espace permettant aux visiteurs de prendre connaissance des nouveautés dans le domaine pharmaceutique et des produits et équipements médicaux, le salon sera également une occasion pour conclure des conventions de coopération entre les différents intervenants du secteur de la santé ceux de la fabrication, la distribution, les pharmacies et les investisseurs. La manifestation vise également la valorisation du rôle de l'industrie pharmaceutique dans le dévelop-

pement de l'économie nationale. Elle souligne son importance en tant que moteur de croissance et de performance dans la production de médicaments en Algérie, qui aspire à devenir un pôle pharmaceutique régional en mesurer d'assurer la sécurité sanitaire nationale et de conquérir les marchés africains. "Afropharm-expo" prévoit également des communications et des ateliers sur des thèmes en rapport avec l'industrie pharmaceutique et les équipements médicaux.

DÉVELOPPEMENT LOCAL

Plusieurs projets en cours dans la commune de Djanet

Des projets de développement, tous secteurs confondus, sont en cours de réalisation dans la commune de Djanet, a-t-on appris dimanche des services de la wilaya. Parmi ces projets figure la réalisation d'un hôpital de 120 lits dans la localité de Tadjentourt, a indiqué la même source, précisant que cette future structure hospitalière, une fois opérationnelle, permettra d'améliorer les conditions de

prise en charge sanitaire des habitants de cette wilaya de l'extrême Sud-est du pays. Ce programme de développement consiste également en la construction d'un siège pour le laboratoire de contrôle de la qualité, ainsi que la réhabilitation d'une école primaire dans le quartier Ifri. Par ailleurs, les nouveaux lotissements au niveau du quartier précité ont bénéficié de travaux d'aménagement urbain, dont la rénovation des trot-

toirs. Pour le secteur du tourisme, ce programme prévoit la création de locaux commerciaux dédiés à la vente de produits de l'artisanat traditionnel. Lors d'une récente visite d'inspection de ces projets, le chef de l'exécutif local, M'Hamed Moumen, a mis l'accent sur la nécessité d'assurer un suivi régulier et permanent des travaux, dans le strict respect des cahiers des charges relatifs aux projets et des délais contractuels.

SALON BATIWEST D'ORAN

Près de 120 exposants prendront part à la 22^e édition du 15 au 19 octobre

La 22^e édition du Salon international de l'immobilier, du bâtiment, de l'habitat et des travaux publics "BatiWest 2025" se tiendra, du 15 au 19 octobre en cours à Oran, a indiqué, dimanche, Zoubir Ouali, commissaire de la manifestation. Près de 120 exposants y prendront part, représentant des entreprises nationales, ainsi que des sociétés étrangères venues d'Espagne, de Turquie, de Grèce et d'Allemagne, en plus de la participation d'institutions ban-

caires spécialisées dans le financement de l'habitat et d'organismes relevant du secteur de la formation et de l'enseignement professionnels, a précisé M. Ouali à l'APS. Devenu un rendez-vous économique annuel incontournable à Oran, ce salon constitue un espace de rencontre, d'échange d'expertises et de création de partenariats avec les entreprises étrangères présentes, selon les organisateurs. Il est à noter que plus de 60 % des exposants sont de jeunes entreprises récem-

ment créées, spécialisées dans la production de matériaux de construction, avec pour ambition de commercialiser leurs produits dans l'Ouest et le Sud-ouest du pays, voire de les exporter vers des pays africains, a-t-on ajouté. Parallèlement au salon, organisé à l'initiative de l'agence "SP Events Com Company", des rencontres bilatérales entre opérateurs économiques algériens et étrangers seront organisées pour encourager les partenariats. Des conférences portant sur les

secteurs du bâtiment, de l'habitat et des énergies renouvelables en Algérie seront également animées. A titre de rappel, l'édition précédente avait enregistré la visite de plus de 18.000 personnes et avait permis la conclusion de plusieurs accords entre des producteurs de ciment et des promoteurs immobiliers, ainsi que la création de contacts commerciaux entre des opérateurs économiques locaux et des entreprises publiques et privées du secteur de l'immobilier et de l'habitat.

L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE DANS LA VIE MODERNE

Une révolution scientifique entre espoir et risque

L'intelligence artificielle (IA) représente aujourd'hui l'un des jalons les plus importants du progrès scientifique humain. Elle peut être décrite comme une extension naturelle du long cheminement de l'esprit humain pour comprendre et transformer le monde.

Par Dya-Eddine Said Bamakhrama (*)

Tout comme la découverte du feu, l'agriculture ou encore la révolution industrielle ont marqué des tournants dans la civilisation humaine, l'IA constitue désormais la quatrième révolution, redéfinissant l'humanité elle-même ainsi que sa relation au savoir, au pouvoir et à la production. L'IA n'est pas un hasard. Elle est le fruit de l'intelligence humaine accumulée, d'une évolution commencée avec les mathématiques, la logique et les premiers langages de programmation, qui culmine aujourd'hui avec l'informatique en nuage et les réseaux neuronaux profonds. Dans l'économie et la production, l'IA permet aux entreprises de gagner en efficacité, de réduire leurs coûts et d'analyser les marchés à une vitesse sans précédent, permettant à certaines économies de croître plus rapidement que d'autres. Dans la santé, l'IA révolutionne le diagnostic des maladies, l'imagerie médicale et la médecine de précision. Dans l'éducation, elle ouvre la voie à des systèmes d'apprentissage personnalisés qui s'adaptent aux capacités et au rythme de chaque élève, favorisant une plus grande équité des chances. Dans la vie quotidienne, des smartphones aux voitures autonomes, l'IA est désormais indissociable de notre expérience moderne. Pourtant, cette révolution n'est pas exempte de dangers. Son revers com-

porte des risques majeurs pour la sécurité, la stabilité, voire l'identité humaine elle-même : Risques sécuritaires et militaires : Le développement d'armes autonomes létales ouvre une nouvelle course à l'armement — potentiellement plus dangereuse que celle du nucléaire — faute de traités internationaux contraignants pour en réguler l'usage. Risques économiques et sociaux : L'automatisation croissante pourrait supprimer des millions d'emplois traditionnels, aggravant le chômage et les inégalités. Risques culturels et intellectuels : Grâce aux deepfakes, l'IA peut faciliter la désinformation de masse, influencer des élections et attiser les divisions sociales. Risques éthiques : Qui possède l'IA ? Qui décide de ce qui est acceptable ou interdit ? Ces questions fondamentales restent sans réponse. La course à la suprématie en IA est loin d'être équitable. Les États-Unis et la Chine dominent grâce à d'énormes investissements en recherche et en infrastructures numériques, tandis que la majorité du monde reste en marge — consommant la technologie sans la produire. Cet écart risque de se transformer en une nouvelle forme de colonialisme numérique, renforçant la dépendance et freinant le développement autonome. L'IA dépasse les frontières et ne peut être confinée à un seul État ou continent. Il est donc urgent que l'humanité établisse des cadres de gouvernance, tels que : Des accords internationaux juridiquement contraignants pour encadrer le développement de l'IA et interdire ses

usages militaires ou hostiles. Une charte mondiale sous l'égide de l'ONU, comparable au Traité de non-prolifération nucléaire, pour garantir que cette technologie demeure un bien commun. Une coopération internationale renforcée, fondée sur la responsabilité partagée, et non sur la seule recherche de profit. Des voix influentes ont déjà mis en garde contre les dérives possibles de l'IA : L'ancien président américain Donald Trump a souligné à plusieurs reprises la nécessité de réguler l'IA, avertissant que son développement incontrôlé pourrait mener à un "chaos incontrôlable". Des scientifiques tels que Stephen Hawking ou Elon Musk ont averti que l'IA, laissée sans contrôle, pourrait devenir plus dangereuse que les armes nucléaires. Le président Ismaïl Omar Guelleh de Djibouti a rappelé que l'IA n'est pas une mode passagère, mais un pilier stratégique de la modernisation nationale. Dans un discours de 2025, il affirmait que "l'innovation numérique et l'intelligence artificielle figurent parmi les leviers les plus décisifs du développement et de la modernisation", appelant à un encadrement éthique et à une responsabilité internationale devant les Nations unies. Son Altesse Royale le Prince Mohammed ben Salmane, prince héritier d'Arabie saoudite, a déclaré : « Nous construisons un modèle de référence pour libérer la valeur des données et de l'intelli-

gence artificielle, afin d'alimenter des économies du savoir et d'élever les générations présentes et futures. » Cette vision s'inscrit dans le cadre stratégique de Vision 2030, et à travers des plateformes mondiales telles que le Sommet mondial de l'IA à Riyad. De nombreux autres dirigeants ont exprimé des appels similaires en faveur de normes éthiques mondiales qui placent le bien-être humain au centre du progrès. Alors, l'intelligence artificielle : bénédiction ou malédiction ? En réalité, l'IA n'est ni fondamentalement bonne, ni intrinsèquement mauvaise. C'est un outil. Utilisée avec sagesse et une vision humaine, elle peut inaugurer une ère de prospérité, de justice et de développement durable. Mais laissée à la cupidité des entreprises et aux rivalités des puissances, elle pourrait devenir une malédiction menaçant l'avenir de l'humanité. L'IA est aujourd'hui le miroir de l'esprit humain : elle reflète à la fois notre capacité à créer... et notre potentiel à détruire. La responsabilité historique qui nous incombe est de faire le serviteur de l'humanité, et non son maître. Le futur de l'intelligence artificielle dépendra de notre capacité à trouver un équilibre délicat : entre progrès et retenue, liberté et responsabilité, ambition et réalité.

(*) **Ambassadeur de Djibouti en Arabie saoudite.**

Source : Arab news ; publié le 11/10/2025

Il faut changer les objectifs de l'IA générative

Par Laurent Champaney (*)

Les entreprises qui produisent de quoi nous nourrir, nous loger, nous soigner, manquent de bras, alors que des millions de jeunes formés au numérique se retrouvent sans emploi. Il faut remettre l'IA au service du monde physique, estime Laurent Champaney. En 2015 la France lançait le grand plan du numérique à l'école sous l'impulsion de la secrétaire d'Etat au numérique, Axelle Lemaire, et du président François Hollande. L'ambition était d'aller vers un apprentissage du code et du digital pour tous les élèves dès le plus jeune âge à travers un ambitieux plan de formation des enseignants. Moins de dix ans après, et même si ce plan n'a que partiellement été mis en oeuvre, le développement rapide de l'IA générative remet du-remet en question ce choix stratégique. Tout en encensant les avancées fulgurantes des outils d'IA générative, on découvre, parfois avec stupeur, qu'ils détruisent de nombreux emplois basiques dans le domaine du numérique mais aussi dans tous les domaines qui se sont fortement digitalisés ces derniers temps. Il n'est pourtant pas surprenant de constater que l'IA est beaucoup plus effi-

cace que l'humain pour générer la masse d'objets digitaux que la société produit chaque jour : textes, images, vidéos, musiques, codes, applications, sites web... Elle le sera vraisemblablement encore plus dans le futur.

Acteurs de terrain

Pourtant, en imaginant des grands plans sur le numérique au service de la société, on a oublié que nous sommes des êtres vivants et que le monde qui nous entoure est bel et bien physique. Certes, nous nous nourrissons intellectuellement de toujours plus de contenus digitaux mais ils ne nous permettent pas de répondre à nos besoins primaires : nous nourrir, nous loger, nous soigner... La capacité des êtres humains à agir sur leurs environnements vivants et matériels afin de répondre à leurs besoins primaires est pourtant le garant de leur prospérité. Infiniment plus que ne l'est leur capacité à produire des objets digitaux ! En orientant massivement la formation des plus jeunes vers les métiers de la production de contenus virtuels, on a beaucoup trop négligé la formation aux métiers de la production de nourriture,

d'objets du quotidien et de dispositifs médicaux. Et aujourd'hui les entreprises et les organisations de l'agriculture, de la production et du médical sont en manque cruel d'acteurs de terrain alors que des millions de jeunes, purement formés aux technologies du digital, sont sans emploi. Et, comble de l'absurde, ces mêmes inactifs manquent souvent de nourriture, de logement et de soins ! En effet, pendant qu'on déployait toujours plus les formations aux technologies du virtuel on détruisait lentement les formations aux technologies du réel. On en paie le prix aujourd'hui...

L'IA au service du monde physique

Il ne s'agit nullement de nous opposer aux technologies du numérique mais de les employer d'abord pour nous aider à améliorer nos capacités à agir sur notre environnement pour subvenir à nos besoins vitaux. On connaît les avancées majeures que les outils numériques ont permises dans les domaines de l'agronomie, de la production et des soins. Et on sait que l'IA va provoquer de nouvelles révolutions dans ces domaines. Alors il faut, en matière de formation, garder une balance équilibrée entre le dévelop-

pement des compétences à agir sur le physique et le vivant et celles à se faire aider par le virtuel. Il faut former au digital et à l'IA générative, mais dans l'objectif de rendre plus performantes nos capacités à vivre dans un monde physique tout en protégeant notre environnement. Il y a donc urgence à remettre en place et à rendre attractives les formations aux technologies du réel et du vivant. Elles intégreront naturellement la formation aux technologies numériques d'accompagnement. Il faut former au digital et à l'IA générative, mais dans l'objectif de rendre plus performantes nos capacités à vivre dans un monde physique tout en protégeant notre environnement. Et pour des jeunes en recherche de sens, développer ses capacités à répondre aux besoins vitaux des humains est nettement plus valorisant que développer celles à les nourrir, voire à les abrutir, de contenus digitaux !

(*) **Directeur général de l'Ecole Nationale Supérieure des Arts et Métiers**

Source : Leq Echos, publié le 13 oct. 2025

TUNISIE

Élue destination la plus sûre et prisée par les voyageurs chinois

La Tunisie se hisse au sommet du classement des destinations les plus sûres et attractives pour les touristes chinois, selon un rapport publié par Tongcheng Travel, l'une des trois principales agences de voyages en ligne de Chine. Lors des vacances de la mi-automne, du 1er au 8 octobre 2025, le pays figure en tête du palmarès des produits « Choix Sécurisé », devant le Japon, l'Espagne, le Vietnam et la Nouvelle-Zélande. Ce classement témoigne de la montée en puissance de la Tunisie comme destination de confiance pour les voyageurs chinois, dans une phase de redéploiement du tourisme international post-pandémie. Le rapport souligne un changement notable dans les habitudes : les touristes chinois privilégient désormais les séjours longue distance et haut de gamme, à la recherche d'expériences culturelles profondes, dans des contrées jugées stables, accueillantes et authentiques — critères dans lesquels la Tunisie excelle. Sur le marché domestique, Tongcheng constate que les vols dépassant 3 200 kilomètres ont progressé de 14 % d'une année sur l'autre, représentant désormais 20 % du total des billets vendus en Chine. À l'international, les offres « Choix Sécurisé » ont vu leur demande grimper de 30 % durant les vacances d'octobre, signe que les voyageurs chinois privilégient les formules organisées et rassurantes. Le rapport enregistre également une augmentation de 90 % des réservations d'hôtels haut de gamme dans les villes de second rang, tandis que la durée des séjours s'allonge : les réservations de deux nuits ou plus bondissent de 52 %. Le tourisme multi-villes gagne du terrain avec une hausse de 20 % des voyages combinés. Enfin, au-delà de la Tunisie, des destinations du Moyen-Orient et d'Afrique affichent des performances remarquables : les réservations hôtelières y atteignent des niveaux record, les voyages de groupe longue distance ont doublé, et les départs vers l'Europe depuis les villes chinoises secondaires ont explosé, avec une progression de 140 %. Avec cette distinction, la Tunisie confirme sa place parmi les pays les plus prisés dans le cœur des touristes chinois, alliant sécurité, authenticité et qualité d'accueil — un atout supplémentaire dans sa relance touristique internationale.

ARABIE SAOUDITE

Le royaume domine le classement de l'économie numérique de la région MENA

L'Arabie saoudite est devenue la plus grande économie numérique du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord, avec une valeur de marché dépassant les 495 milliards de SR (131,9 milliards de dollars) en 2024, soit 15 % du produit intérieur brut national.

Ces chiffres ont été communiqués par le ministère des Communications et des Technologies de l'Information à l'occasion de la Journée mondiale des télécommunications et de la société de l'information, comme le rapporte l'agence de presse saoudienne. Ces résultats interviennent alors que l'Arabie saoudite continue de renforcer son rôle de puissance numérique régionale et mondiale grâce à des avancées significatives dans les domaines de l'intelligence artificielle, des centres de données, de l'administration en ligne et du développement du capital humain. « Le marché des communications et des technologies de l'information a enregistré

une croissance record de 180 milliards de SR en 2024, grâce à l'expansion des investissements du secteur privé et à l'augmentation de l'innovation, ce qui a renforcé la position du Royaume en tant que plus grand marché technologique du Moyen-Orient », indique le rapport de la SPA. Le pays a investi plus de 55 milliards de SR dans les technologies de l'IA et l'infrastructure des centres de données, contribuant à une augmentation de 42 % de la capacité nationale de ces centres en 2024, pour atteindre 290,5 mégawatts. Les efforts du Royaume sont illustrés par le lancement de Humain, une entreprise d'IA soutenue par l'État, qui souligne cet engagement.

Humain a pour objectif de mettre en place des technologies et des infrastructures d'IA, notamment de grands centres de données et des modèles d'IA en langue arabe, afin de positionner l'Arabie saoudite comme un centre mondial de l'IA. Le Royaume a activement recherché des partenariats avec des entreprises technologiques mondiales de premier plan. Nvidia devrait notamment fournir 18 000 de ses puces d'IA avancées à l'Arabie saoudite dans le cadre d'un partenariat stratégique avec Humain. La couverture en fibre optique s'étend désormais à plus de 3,9 millions de foyers, tandis que la pénétration d'Internet atteint 99 %, ce qui place l'Arabie saoudite parmi les nations les plus connectées au monde.

LIBYE

La hausse record du prix de l'or dope les réserves en devises

La flambée du prix de l'or a eu un impact positif sur la valeur totale des portefeuilles d'investissement en Libye. La Commission des risques et des investissements de la Banque centrale de Libye a annoncé que la valeur globale de ces portefeuilles s'élève à environ 98,8 milliards de dollars américains, dont 18,164 milliards de dollars sont constitués d'or, représentant 18,38

% du total. La majeure partie de ces réserves est utilisée comme couverture de la monnaie nationale. Cette semaine, le prix de l'or a atteint un niveau record de 4 002,95 dollars l'once, marquant une hausse de plus de 50 % depuis le début de l'année, et d'environ 12 % durant le mois de septembre, une progression mensuelle sans précédent dans l'histoire du marché aurifère.

Les revenus d'investissement générés par ces actifs ont atteint 2 milliards de dollars américains au 30 septembre dernier, traduisant une gestion efficace des réserves en devises étrangères. Cette performance contribue à atténuer le déficit des recettes pétrolières et celui de la balance des paiements, affectés par la hausse des dépenses en devises étrangères.

La Banque centrale de Libye a également annoncé le lancement du premier emprunt obligataire destiné aux banques commerciales, à partir du dimanche 12 octobre 2025. Cette initiative illustre la volonté de l'institution d'élargir la base des investissements et de maximiser l'utilisation de la liquidité disponible sur le marché local.

MAURITANIE

Atelier national sur l'évaluation et la révision du Code national des marchés publics et du système de passation des marchés de la BCM

Le ministre des Affaires économiques et du Développement, M. Abdallah O Souleymane O CHEIKH SIDIA, accompagné du gouverneur de la Banque centrale de Mauritanie, M. Mohamed Lemine Dhehbi, a présidé l'ouverture de l'atelier national sur l'évaluation et la révision du Code national des marchés publics et du système de passation des marchés de la Banque centrale. Cet atelier s'inscrit dans le cadre d'une stratégie conjointe entre le ministère des Affaires économiques et du Développement et la Banque centrale de Mauritanie, visant à examiner la réforme en cours du système de passation des marchés publics. Cette réforme traduit la volonté indéfectible de la Mauritanie de renforcer ses efforts pour consolider la transparence et la redevabilité des acteurs publics et améliorer la performance de l'administration publique. Dans son discours, le ministre des Affaires Économiques et du Développement a expliqué que l'organisation de ces concertations aujourd'hui, avec la participation de représentants des différents acteurs de la passation des marchés publics, des commissions

de passation des marchés, du secteur privé, de la société civile et des partenaires techniques et financiers, représente un choix délibéré du gouvernement visant à mener une réforme efficace, impulsée par les acteurs de la passation des marchés. Elle offre également des solutions concrètes à tous les acteurs confrontés aux défis rencontrés sur le terrain. Il a ajouté que ce forum s'inscrit directement dans la mise en œuvre du programme de Son Excellence le Président de la République, « Mon Ambition pour la Nation », qui place la bonne gouvernance et l'efficacité des travaux publics au cœur des priorités nationales, et que le gouvernement du Premier ministre s'emploie à mettre en œuvre. Il a salué le rôle joué par la Banque Centrale de Mauritanie et ses équipes dans le soutien continu qu'elles apportent à cette mission, en tant qu'institution pivot du pays. La Banque Centrale a également choisi de s'engager résolument dans le processus de réforme et de modernisation, ayant adopté des pratiques exemplaires en matière de passation des marchés depuis près d'un an

et disposant d'un système électronique de passation des marchés performant. Il a conclu que cette réforme représente un véritable engagement en faveur de la rationalisation des dépenses publiques et vise à doter notre pays d'un cadre juridique et institutionnel efficace et transparent, conforme aux normes régissant les marchés publics. Elle vise également à favoriser l'accès des petites et moyennes entreprises nationales à la commande publique et à permettre au secteur privé national de jouer pleinement son rôle de partenaire économique incontournable. Il convient de noter que, parallèlement à la réforme en cours du système de passation des marchés publics, une autre mission est mise en œuvre par le ministère de la Transformation numérique et de la Modernisation de l'administration, en coopération avec la Banque mondiale. Cette mission, qui doit être achevée avant la fin de l'année, vise à numériser les procédures de passation des marchés publics.

TCHAD

Konoom devient le 1^{er} établissement de paiement 100% tchadien agréé par la Cobac

Konoom Mobile Money a obtenu son agrément d'établissement de paiement délivré par la Cobac et le ministère des Finances du Tchad. Ce cadre légal permettra à la société tchadienne de fournir des services d'émission et de gestion de la monnaie électronique dans le pays.

Au Tchad, Konoom Mobile Money, fondée par Abakar Mahamat Adoum Fortey et Brahim Moussa Hassane, et engagée dans la fourniture de services financiers numériques a obtenu son agrément d'établissement de paiement délivré par le ministère des finances du pays et la Commission bancaire d'Afrique centrale (Cobac). L'annonce a été faite le vendredi 10 octobre 2025. Konoom devient ainsi le premier établissement de paiement 100% tchadien à obtenir cet agrément. Avant cette autorisation, Airtel Commerce Mobile Tchad avait été agréée en 2023 pour offrir des services similaires dans le pays, mais en partenariat avec un opérateur télécom étranger. Les services de paiement autorisés sont : le transfert et le retrait d'argent par téléphone

mobile, le règlement d'impôts et de taxes, les paiements d'achats, les recharges téléphoniques et la réception de paiements clients. L'entreprise ne pourra ni collecter de dépôts, ni accorder de crédits comme le font les banques. Son activité s'inscrit dans le cadre du règlement n°04/18/CEMAC/UMAC/COBAC du 21 décembre 2018, qui régit les services de paiement dans la CEMAC, y compris au Tchad. Ce texte permet désormais à des opérateurs non bancaires, plus précisément des établissements financiers d'offrir des services de paiement, notamment l'émission et la gestion de monnaie électronique, le transfert de fonds ou encore la gestion de paiements digitaux.

Une dynamique régionale

A juillet 2023, 6 structures avaient obtenu l'agrément d'établissement de paiement (2 au Cameroun, 1 au Tchad, 2 au Congo et 1 au Gabon) en zone Cematic, selon la stratégie régionale d'inclusion financière dans la Cematic 2025-2029, publié par la BEAC en décembre 2023. Ces agréments ont été attribués majoritairement à des filiales d'opérateurs de téléphonie mobile, comme Orange Money Cameroun, Airtel Money Gabon ou Mobile Money Congo. Rappelons que les premiers établissements de paiement de la zone CEMAC ont été agréés fin 2022. On en comptait 5 au total, selon le rapport sur les services de paiement dans la Cematic en 2022, publié par la BEAC.

ENGRAIS

Indorama prévoit 210 millions \$ pour renforcer ses capacités au Sénégal

En Afrique de l'Ouest, le Sénégal compte parmi les rares producteurs d'engrais primaires avec le Nigéria. Acteur majeur de l'industrie, le singapourien Indorama veut augmenter sa capacité de production pour consolider son statut de leader. Au Sénégal, le groupe industriel Indorama, basé à Singapour, a signé, à travers sa filiale locale, les Industries Chimiques du Sénégal (ICS), un protocole d'accord avec l'Agence pour la promotion des investissements et des grands travaux (APIX), portant sur un programme d'investissement de 126 milliards FCFA (210 millions \$). Selon les informations relayées par l'Agence de Presse Sénégalaise (APS), ce plan d'investisse-

ment officialisé en marge du Forum Invest in Sénégal qui s'est tenu du 7 au 8 octobre dernier, sera mis en œuvre sur une période de trois ans, entre 2025 et 2028. D'après la direction générale de ICS, cette enveloppe sera utilisée pour financer la réalisation de plusieurs projets destinés à consolider la filière phosphate. Parmi eux figure la réhabilitation de l'usine d'engrais basée à Mbao, en vue de porter la capacité annuelle à 400 000 tonnes de NPK et DAP, contre 250 000 tonnes actuellement. Il est aussi prévu la construction d'une unité de Single Super Phosphate (SSP) de 350 000 tonnes/an, l'augmentation de la production d'acide phosphorique

(dont les usines sont situées à Darou) à 660 000 tonnes/an, ou encore la construction d'une usine d'acide sulfurique de 700 tonnes/jour. Autant d'initiatives qui laissent entrevoir un renforcement de la capacité de production de différents types d'engrais par ICS dans les années à venir.

Des opportunités à saisir sur le marché sénégalais ?

Avec un renforcement de ses capacités au Sénégal, Indorama peut envisager de capter une plus grande part du marché des engrais, qui est appelé à croître au cours des prochaines années. Les données compilées par l'Agence nationale de la statistique et de la démographie

(ANSD) indiquent en effet que le pays a importé en moyenne près de 126 484 tonnes d'engrais, d'une valeur de près de 55,1 milliards de francs CFA (97,4 millions \$) entre 2020 et 2024, alors que le taux d'utilisation est l'un des plus faibles en Afrique de l'Ouest. En 2022, le taux d'utilisation d'engrais par hectare de terres cultivables était évalué à 8,5 kg au Sénégal, soit un niveau trois fois inférieur à la moyenne de 18,5 kg en Afrique subsaharienne, et six fois plus bas que les recommandations de 50 kg de l'Union africaine dans le cadre du Sommet d'Abuja sur les engrais en 2006.

CÔTE D'IVOIRE

Lancement de la construction de la centrale solaire de Kong

Dans les plans africains pour élargir l'accès à l'électricité, la Côte d'Ivoire progresse avec constance. Le projet solaire de Kong vient renforcer une dynamique nationale déjà saluée par l'Agence internationale de l'énergie. Après Boundiali (inauguré), Ferké Solar et Amea Gontougo (en cours de construction), la Côte d'Ivoire poursuit les projets dans le solaire énergétique, avec le lancement de la construction de la centrale photovoltaïque de Kong. D'un coût estimé à 37 milliards FCFA (plus de 65 millions USD), ce projet de 50 MW pourvus par 88 000 panneaux doit produire

suffisamment d'électricité pour alimenter environ 380 000 ménages. L'infrastructure implantée sur 80 hectares dans la région du Tchologo au Nord du pays, est prévue pour être achevée et mis en service au premier trimestre 2027. Selon le ministère des Mines, du Pétrole et de l'Énergie, elle permettra d'éviter annuellement l'émission de 55 000 tonnes de CO₂ et créera plus de 400 emplois directs et indirects. « Ce projet s'inscrit dans la mise en œuvre du choix stratégique de la Côte d'Ivoire d'accélérer sa transition énergétique, en diversifiant son mix électrique et en renforçant la part des énergies renouvelables, conformément

à la vision du Président de la République, Alassane Ouattara. L'objectif est de porter la part des énergies renouvelables à 45% d'ici à 2030 » a expliqué le ministre Mamadou Sangafwa-Coulibaly. Le projet est porté par la coentreprise Kong Solaire, réunissant InfraCo Africa, membre du Private Infrastructure Development Group (PIDG), et Africavia, sous un modèle BOOT (Build-Own-Operate-Transfer). Ce cadre permettra au consortium de financer, exploiter puis transférer la centrale à l'État ivoirien, à la fin d'une concession dont la durée était annoncée à 25 ans dans un communiqué du ministère des Finances et du Budget datant

de juillet 2024. Par ailleurs, ce projet s'inscrit dans un programme de douze centrales solaires prévues d'ici 2030 pour une capacité cumulée de 1044 MW. Dans une analyse publiée en octobre, l'Agence internationale de l'énergie (AIE) a classé la Côte d'Ivoire parmi les rares pays d'Afrique subsaharienne ayant récemment progressé de manière constante en matière d'électrification, malgré la stagnation mondiale. Ce constat vient conforter la stratégie d'Abidjan, qui mise sur la stabilité institutionnelle et la mobilisation du secteur privé pour accélérer la transition énergétique et l'accès à l'électricité.

POUR 2025

La Guinée-Bissau revoit à la hausse ses prévisions d'exportation d'anacardes

En Afrique de l'Ouest, la Guinée-Bissau figure parmi les principaux producteurs d'anacarde avec la Côte d'Ivoire, le Nigéria, le Bénin et le Ghana. Alors que la campagne 2025 progresse, les perspectives se précisent. En Guinée-Bissau, la filière anacarde s'attend finalement à placer près de 250 000 tonnes de noix de cajou sur le marché international au terme de la campagne de commercialisation de 2025. C'est ce qu'a déclaré Lassana Fati, Directeur général du Commerce extérieur, le jeudi 9 août, précisant que 180 000 tonnes de la matière première ont déjà été expédiées depuis le début de la campagne en février dernier, selon les informations relayées par l'Agence de presse de Guinée-Bissau (ANG). Cette projection, si elle se confirme, traduirait une progression de 25 % par rapport au stock de 200 000 tonnes annoncé en début de campagne. Pour expliquer ce développement, M. Fati met en avant la revalorisation des prix d'achat aux producteurs, qui a incité les agriculteurs à livrer leur récolte, mais aussi les efforts consentis dans la lutte contre la contrebande évoquant notamment le recrutement d'agents qui travaillent en collaboration avec la Garde nationale. Pour rappel, la noix de cajou est le principal produit d'exportation du pays. Les données compilées par la BCEAO indiquent, par exemple, que les exportations de la matière première ont généré 132,8 milliards de francs CFA (219,3 millions \$) en 2023, soit 93 % des recettes d'exportation totales du pays.

CAC 40

Paris optimiste malgré les tensions commerciales et l’instabilité politique

La Bourse de Paris effaçait lundi matin une partie de sa baisse de vendredi, malgré l'instabilité politique dans le pays et les tensions commerciales entre Washington et Pékin de vendredi, le président Donald Trump ayant adopté depuis un ton plus conciliant.

Vers 09H55 heure de Paris, l'indice vedette de la place prenait 0,83% pour s'établir à 7.983,38 points, soit un gain de 65,28 points. Vendredi, le CAC 40 avait au contraire cédé 1,53%, finissant à 7.918 points. Les indices boursiers européens évoluent en hausse "après que Donald Trump a laissé entendre qu'il était ouvert à un accord avec la Chine, redonnant du moral aux marchés secoués par une escalade rapide des tensions commerciales", commente Patrick Munnelly, analyste chez Tickmill Group. "Tard dimanche après-midi, Donald Trump a semblé revenir sur sa menace d'imposer des droits de douane supplé-

mentaires de 100% sur la Chine après que Pékin a restreint ses exportations de terres rares", explique Kathleen Brooks, directrice de la recherche chez XTB. De quoi rassurer les investisseurs, qui avaient été pris au dépourvu vendredi, lorsque le président américain avait estimé vendredi que la Chine "devenait très hostile", avant de menacer Pékin d'imposer 100% de droits de douane aux produits chinois, qui viendraient s'ajouter aux 30% déjà appliqués depuis mai dernier ainsi qu'aux taux appliqués à certains secteurs spécifiques. Les produits américains entrant en Chine sont, eux, taxés à 10%.

En parallèle, la situation politique française devrait retenir l'attention des investisseurs. Le deuxième gouvernement du Premier ministre français Sébastien Lecornu entre en fonction lundi, avec l'objectif de déposer un projet de budget dans les temps et de trouver le "chemin" qui lui évite la censure promise par les oppositions. Démissionnaire en début de semaine dernière, reconduit vendredi au terme

d'une mission éclair auprès des forces politiques, Sébastien Lecornu est sur une corde raide. L'instabilité politique dans le pays "maintient la pression sur les actifs français, en particulier sur les obligations d'État", estime Kathleen Brooks. "Les négociations budgétaires à venir seront un exercice d'équilibriste entre les différentes factions politiques et les marchés obligataires", indique-t-elle.

L’once d’or accélère au-dessus des 4000 \$

L'once d'or continue sa course en entame de semaine. Cette valeur refuge atteignait 4074,13 dollars à 7h45 lundi avant de reculer à 4067,14 dollars vers 8h15, alimentée notamment par la guerre commerciale entre la Chine et les Etats-Unis. Depuis le début de l'année, le cours a bondi d'environ 55%. Le métal précieux n'a jamais connu de hausse aussi forte en une année depuis 1979. "L'or a atteint un sommet historique de 4070 dollars l'once, les nouvelles inquiétudes sur le commerce entre les Etats-Unis et la Chine ainsi que l'incertitude économique ayant encouragé la demande de valeurs refuges", soulignait la plateforme Trading Economics dans un commentaire. Vendredi, Donald Trump a annoncé que son pays frapperait les marchandises chinoises de droits de douane supplémentaires de 100%, s'ajoutant à ceux déjà en vigueur, à partir du 1er novembre "ou avant". Le président américain disait réagir à la "posture commerciale extraordinairement agressive" adoptée par Pékin. Le pays a annoncé de nouveaux contrôles concernant l'exportation des

technologies liées à l'extraction et la production des terres rares, dont le géant asiatique est le premier producteur mondial. Puis dimanche, le ton du locataire de la Maison blanche s'est nettement radouci. "Ne vous inquiétez pas pour la Chine, tout va bien se passer! Le très respecté président Xi a juste eu un mauvais moment. Il ne veut pas de dépression pour son pays, et moi non plus", a ainsi déclaré dimanche le président américain sur son réseau social Truth Social. Trading Economics ajoute que "dans le même temps, Pékin a défendu ses restrictions à l'exportation de terres rares et prévenu qu'elle préparait des contre-mesures à toute nouvelle taxe US". De plus, les investisseurs devront encore se passer de données économiques clés pour jauger de la santé de l'économie américaine, alors que l'administration reste fédérale reste fermée. "Néanmoins, les traders s'attendent largement à ce que la Réserve fédérale procède à une baisse de taux de 25 points de base lors de chaque réunion d'ici la fin de l'année", complète la plateforme.

COTATION COMMERCIALE D’OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

بنك الجزائر BANK OF ALGERIA					
COTATION COMMERCIALE D’OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN					
Cours du : 13 Octobre 2025					
Valeur : 15 Octobre 2025					
BASE	DEVISES			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		130.1397	130.1547
1	EUR	EURO		150.9621	150.9925
1	GBP	POUND STERLING		173.5196	173.5627
100	JPY	JAPANESE YEN		85.4384	85.4763
1	CNY	CHINESE YUAN		18.2491	18.2537
1	CHF	SWISS FRANC		162.0669	162.1663
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		92.9038	92.9411
1	DKK	DANISH KRONE		20.2168	20.2207
1	SEK	SWEDISH KRONA		13.6812	13.6857
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		12.9052	12.9099
1	AED	UAE DIRHAM		35.4305	35.4365
1	SAR	SAUDI RIYAL		34.6947	34.7024
1	KWD	KUWAITI DINAR		423.9078	424.2331
1	TND	TUNISIAN DINAR		43.9492	44.3910
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		14.2026	14.2042
1	LYD	LIBYAN DINAR		23.8692	23.9916
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.2592	3.2694
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		177.0358	177.0358

ALORS QUE TRUMP CHERCHE À APAISER LES TENSIONS COMMERCIALES AVEC LA CHINE

Les contrats à terme américains bondissent

Les contrats à terme américains ont fortement progressé dimanche soir, récupérant une partie des lourdes pertes de la semaine dernière, après que le président Donald Trump a adopté un ton rassurant concernant les relations commerciales avec la Chine, apaisant les craintes d'une escalade de la guerre commerciale entre les deux plus grandes économies mondiales.

À 23:43 (heure de Paris), les contrats à terme du S&P 500 ont grimpé de 1,1% à 6.665,50 points, tandis que les contrats à terme du Dow Jones ont gagné 0,7% à 46.027,0 points et ceux du Nasdaq 100 ont bondi de 1,6% à 24.781,0 points. Ce rebond fait suite à une forte vente massive vendredi, lorsque Wall Street a connu sa pire baisse journalière en six mois.

Les principaux indices américains ont chuté vendredi après que Trump a annoncé son intention d'imposer un droit de douane supplémentaire de 100% sur toutes les importations en provenance de Chine, ainsi que de nouveaux contrôles à l'exportation sur certains logiciels américains jugés critiques pour la sécurité nationale. Le Dow Jones Industrial Average a chuté de

1,9%, le S&P 500 a perdu 2,7% et le NASDAQ Composite a reculé de 3,6%, les valeurs technologiques et les fabricants de puces étant les plus touchés. L'annonce de Trump est intervenue après que Pékin a décidé de renforcer ses règles d'exportation de terres rares. Cela a secoué des marchés déjà méfiants face à la reprise des hostilités commerciales.

MALGRÉ UN NOUVEAU RECORD À 3500 \$/OZ

L’argent surperforme l’or

Si l'or réaffirme son statut de valeur refuge avec la flambee de ses cours, l'argent retrouve des niveaux inédits depuis plus d'une décennie. Cette progression, qui s'explique en partie par un contexte économique incertain, est également liée à un déficit structurel sur le marché du métal blanc. Aux premières heures de la séance de négociation, l'or a vu son prix au comptant grimper à

plus de 3500 USD l'once, battant un précédent pic historique atteint en avril dernier. En dépit d'une hausse d'environ 30 % depuis janvier, le métal jaune sous-performe l'argent, dont le prix a également atteint un record lundi 1er septembre : 40 dollars l'once, une première depuis septembre 2011. Dans une note publiée le Silver Institute rapportait déjà une progression de 34 % des prix du métal blanc depuis le début de l'an-

née, contre 28 % pour l'or. Cette évolution traduit une accélération récente de la hausse de l'argent, puisqu'en juin dernier Agence Ecofin faisait encore état d'une domination de l'or, dont la performance atteignait 30 %, contre 25 % pour l'autre métal précieux. Le ratio or/argent, qui indique le nombre d'onces d'argent qu'il faut pour acquérir une once d'or, illustre bien comment le métal blanc a fait son retard sur le métal jaune. A

un pic de 105 en avril dernier, ce ratio est tombé à 87 début septembre, selon la plateforme Bullion By Post. Dans l'ensemble, la progression des deux métaux s'explique par un contexte économique incertain, en particulier aux États-Unis où les analystes anticipent une baisse des taux d'intérêt par la Réserve fédérale ce mois-ci. Du côté de l'argent cependant, les récentes percées trouveraient aussi leurs

racines dans le déficit structurel qui caractérise son marché. « L'argent progresse en réponse aux attentes de taux plus bas, tandis qu'un marché de l'offre restreint contribue à maintenir une tendance à la hausse », explique Tim Waterer, analyste de marché en chef chez la société de trading KCM Trade. Pour rappel, le Silver Institute table sur un déficit de 149 millions d'onces en 2025.

ETATS UNIS

Après pfizer, astrazeneca cède aux menaces de donald trump

Après le laboratoire Pfizer fin septembre, son concurrent AstraZeneca va à son tour baisser le prix de certains de ses médicaments vendus aux États-Unis, a annoncé vendredi 10 octobre le président américain Donald Trump depuis la Maison Blanche.

La menace d'une surtaxe douanière semble porter ses fruits aux États-Unis. Après le laboratoire Pfizer fin septembre, son concurrent AstraZeneca va à son tour baisser le prix de certains de ses médicaments vendus aux États-Unis, a annoncé vendredi 10 octobre Donald Trump depuis la Maison Blanche. "AstraZeneca, la plus importante entreprise pharmaceutique au Royaume-Uni, s'est engagée à accorder aux Américains d'importants rabais sur leur important catalogue de médicaments", a déclaré le président américain lors d'une conférence de presse.

Selon lui, le groupe proposera désormais ses médicaments aux États-Unis "au prix le plus faible auquel il le vend partout sur la planète" et mettre à la vente ses futurs traitements "avec d'importants rabais". Des médicaments beaucoup plus chers qu'en France. Les prix des médicaments aux États-Unis figurent parmi les plus élevés au monde et surpassent ceux appliqués chez leurs voisins et en Europe. Selon une étude de la Rand Corporation, les Américains payent ainsi en moyenne 2,5 fois plus pour les médicaments sur ordonnance que les Français

par exemple, un écart que Donald Trump s'était engagé à réduire. Et d'après Thierry Hulot, le président du Leem, le syndicat des laboratoires pharmaceutiques en France, les prix des médicaments dans l'Hexagone seraient même "quatre fois plus bas qu'aux États-Unis". En parallèle, AstraZeneca s'est engagé à investir "aux États-Unis 50 milliards de dollars sur les cinq prochaines années, pour la recherche et le développement ainsi que la relocalisation d'outils de production", a ajouté Donald Trump.

Leger ralentissement de l'économie US

L'économie américaine opère un ralentissement en 2025. Cela contraste avec le dynamisme remarquable de 2024, illustré par un taux de croissance annuel moyen de +2,8% (+2,9% en 2023), dont la consommation des ménages avait été le principal moteur. Les signes de ralentissement sont

apparus sur la croissance (-0,2% t/t) du PIB au T1 et sur l'emploi à partir du T2. Si un rebond (+0,9% t/t) est apparu au T2, en 2025, le taux de croissance annuel moyen devrait se réduire à +2,0%. Cette diminution résulte de l'effet des chocs d'incertitude et tarifaire sur la demande et l'environnement macroéconomique général. Les déve-

loppements de 2024 sur le front de l'inflation ont laissé entrevoir un atterrissage en douceur, avec une modération du CPI à +2,7% a/a au T4 2024. Cependant, les changements de politique économique devraient entraîner une remontée, jusqu'à +3,5% a/a au T2 2026. Dans le même temps, les risques liés au

marché de l'emploi se sont nettement accrus. Ceci induit un rééquilibrage des risques entourant le mandat dual de la Fed, qui a procédé, en septembre, à la première baisse de taux (-25 pb) depuis décembre 2024. Nous anticipons deux baisses supplémentaires d'ici à la fin de l'année, portant la cible de taux à +3,5% - +3,75%.

ZONE EURO

Accroissement des dépenses militaires

L'accroissement en vue des dépenses militaires en Europe et le soutien budgétaire important en Allemagne redonneront un élan à la croissance de la zone euro en 2025 et davantage en 2026. La bonne tenue du marché du travail et l'inflation modérée soutiendraient par

ailleurs la consommation des ménages. Les marges de progression seront néanmoins limitées à court terme par les tensions commerciales avec les États-Unis, les difficultés persistantes dans l'industrie, soulignées par les niveaux encore faibles, bien qu'en amélioration, des indices PMI, et l'incerti-

tude pesant sur l'économie chinoise. L'inflation resterait stable autour de la cible de 2% et les risques équilibrés. À 2% actuellement sur le taux de la facilité de dépôt, le cycle de baisse des taux d'intérêt est clos selon nous.

ALLEMAGNE

L'inflation confirmée à 2,2% sur un an

L'inflation en Allemagne s'est accélérée en août pour atteindre 2,2%, contre 2% en juillet, dépassant ainsi l'objectif de la Banque centrale européenne (BCE), confirment des chiffres définitifs publiés vendredi par Destatis, l'office fédéral de la statistique. La hausse de l'indice des prix à la consommation calculé aux

normes européennes dit 'IPCH' atteint, elle, 2,1% sur un an, un chiffre qui se situe là encore au-dessus de l'objectif d'un taux annuel autour de 2% établi par la BCE. Ruth Brand, la présidente de l'institut, explique ce phénomène par l'accélération de la hausse des prix alimentaires, un facteur auquel s'est ajoutée une

baisse moins prononcée des prix de l'énergie en comparaison des mois précédents. D'un mois sur l'autre, les prix à la consommation affichent une hausse de 0,1% en août par rapport à juillet, en données nationales comme en données harmonisées, conformément, là aussi, aux premières estimations communiquées par Destatis.

CONFORME AUX RÈGLES EUROPÉENNES

L'Italie prévoit un déficit de 3 % du PIB en 2025

L'Italie table cette année sur un déficit budgétaire avoisinant les 3 % de son produit intérieur brut (PIB), voire légèrement inférieur, selon des sources proches du dossier citées par Reuters lundi, alors que le gouvernement finalise son nouveau plan budgétaire pluriannuel, qui doit être présenté cette semaine. Rome avait initialement estimé en avril un déficit de 3,3 % du PIB pour 2025, mais des recettes fiscales supérieures aux prévisions et une charge d'intérêts plus faible sur la dette souveraine devraient aboutir à un écart budgétaire réduit, ont précisé les sources, sous couvert d'anonymat.

Bien que ces chiffres puissent encore être légèrement ajustés avant l'approbation du Conseil des ministres, le Trésor reste confiant : le déficit devrait reculer cette année à 3 % du PIB, voire moins, contre 3,4 % en 2024, selon les mêmes sources. La réunion du Conseil des ministres chargée de valider ces chiffres est attendue pour jeudi. Un ratio déficit/PIB à 3 % ou en dessous permettrait à l'Italie de sortir de la procédure d'infraction de l'Union européenne visant les pays affichant des déficits excessifs d'ici la mi-2026, soit un an avant le calendrier initial. Cette procédure limite la marge de

manoeuvre des pays concernés en matière de fiscalité et de dépenses publiques, les obligeant à réduire leur déficit budgétaire d'un montant prescrit chaque année. Les sources indiquent également que l'objectif de déficit équivalant à 2,8 % du PIB, fixé précédemment pour l'an prochain, sera revu à la baisse, sans fournir davantage de précisions. Une fois sortie de la procédure européenne, l'Italie pourra envisager, probablement à l'automne prochain, d'activer la « clause d'échappement » prévue par l'UE pour renforcer les dépenses de défense. Cela lui permettrait d'élargir à nou-

veau son déficit sans risquer l'ouverture d'une nouvelle procédure disciplinaire. Le nouveau cadre budgétaire vise une croissance du PIB de la troisième économie de la zone euro de 0,5 à 0,6 % cette année, puis d'environ 0,8 % en 2026, selon les sources, des prévisions globalement en ligne avec les estimations précédentes. Dans un scénario de politique inchangée, l'économie progresserait de 0,7 % en 2026, ajoutent-elles, mais le gouvernement anticipe qu'un impact positif des baisses d'impôts et de l'augmentation des dépenses prévues dans le budget 2026 offrira un léger coup de pouce à la croissance.

CHINE

Le commerce extérieur en hausse de 4% au cours des neuf premiers mois...

Les importations et exportations totales de marchandises de la Chine, libellées en yuan, ont atteint 33.610 milliards de yuans (environ 4.730 milliards de dollars) sur les neuf premiers mois de 2025, en hausse de 4% en glissement annuel, selon des données officielles publiées. Ce taux de croissance s'est accéléré en comparaison avec la hausse de 3,5% enregistrée sur la période janvier-août, selon l'Administration générale des douanes (AGD). Les exportations de marchandises ont été le moteur de la croissance globale entre janvier et septembre, avec une hausse de 7,1% en glissement annuel à 19.950 milliards de yuans, tandis que les importations se sont élevées à 13.660 milliards de yuans, soit une légère baisse de 0,2%. Pour le seul mois de septembre, les importations et exportations de marchandises de la Chine ont augmenté de 8% sur un an à 4.040 milliards de yuans, soit la plus forte hausse mensuelle enregistrée depuis le début de l'année. Depuis début 2025, le commerce extérieur de la Chine a maintenu une tendance de développement stable et positive dans un environnement extérieur complexe, a déclaré Wang Jun, directeur adjoint de l'AGD.

... Ralentissement modéré des activités économiques

La croissance économique a ralenti modérément au S1 et devrait atteindre la cible officielle de 5% en 2025. La demande intérieure reste freinée par la crise sans fin du secteur immobilier et par la faiblesse de la confiance du secteur privé. Les ménages et les entreprises bénéficient toutefois des mesures d'assouplissement monétaire et de relance budgétaire, qui continueront d'être prudemment mises en œuvre à court terme. Le renforcement de la consommation privée est une priorité des autorités cette année, mais les mesures de soutien restent modestes. L'activité du secteur manufacturier a été soutenue par la bonne progression des exportations au S1 2025 en dépit des nouveaux droits de douane américains. Elle devrait cependant subir les effets de la montée du protectionnisme et du ralentissement de la demande mondiale au cours des prochains trimestres. Les pressions déflationnistes persistent.

LE CURIEUX VIRAGE DE RISHI SUNAK

De premier ministre britannique à consultant pour Microsoft et Anthropic

La porte-tourniquet entre la politique et la technologie tourne à plein régime. À peine quelques mois après avoir quitté le 10 Downing Street, Rishi Sunak rejoint Microsoft et la société d'intelligence artificielle Anthropic en tant que conseiller. Une reconversion qui interroge, même si l'ancien dirigeant a pris soin de faire verser ses rémunérations à une œuvre caritative pour tenter de calmer les esprits.

Dans un ballet bien réglé, les deux géants de la tech ont confirmé l'arrivée de l'ex-Premier ministre pour des missions de conseil stratégique. Rishi Sunak monnaie ainsi son principal fait d'armes dans le domaine : l'organisation du premier sommet mondial sur la sécurité de l'IA en 2023. Officiellement, il apportera son expertise sur les grands enjeux géopolitiques et réglementaires. Difficile, pourtant, de ne pas y voir une subtile manœuvre d'influence de la part d'entreprises cherchant à s'attirer les bonnes grâces des sphères du pouvoir.

Un rôle cousu main

Sur le papier, les missions de Rishi Sunak sont claires. Chez Microsoft, il devra éclairer la direction sur les dynamiques économiques et politiques mondiales.

Chez Anthropic, start-up spécialisée en IA dans laquelle Microsoft a massivement investi, son rôle se concentrera sur la gouvernance et la sécurité des modèles d'intelligence artificielle. Il ne s'agit pas de postes opérationnels, mais plutôt de fournir une vision de haut niveau, loin des contingences du marché britannique.

On le devine cependant moins expert technique qu'il n'est une caution morale et un carnet d'adresses ambulant. En le recrutant, Microsoft et Anthropic s'of-



frent avant tout un nom, un visage familier des sommets internationaux, capable d'ouvrir des portes et de donner un vernis de respectabilité à leurs ambitions. Sa participation annoncée à des événements comme le Microsoft Summit confirme ce rôle d'ambassadeur de luxe.

Des règles pour la forme ?

Consciente du potentiel explosif de ce transfert, l'autorité de déontologie britannique (ACOB) a posé des conditions strictes. Pendant deux ans, Rishi Sunak a l'interdiction formelle de contacter le gouvernement britannique au nom de ses nouveaux employeurs ou de les conseiller sur des contrats pu-

blics. De plus, il ne peut divulguer aucune information confidentielle obtenue durant son mandat. Un habile pare-feu, complété par le versement de ses salaires à sa fondation, destiné à prévenir les accusations de conflit d'intérêts.

Mais ne soyons pas dupes. L'influence d'un ancien Premier ministre ne se mesure pas seulement en contrats signés ou en appels téléphoniques. Sa seule présence au sein de ces entreprises envoie un signal fort aux régulateurs du monde entier. Reste à savoir si ces précautions, aussi détaillées soient-elles, suffiront à maintenir une frontière véritablement étanche entre l'influence politique passée et les intérêts privés bien présents des géants de la technologie.

MICROSOFT SOUS PRESSION

Trump vise la patronne des affaires publiques

La Maison-Blanche s'invite dans les décisions de recrutement de Microsoft avec une rare véhémence. Le Président Donald Trump exige le départ immédiat de Lisa Monaco, la nouvelle patronne des affaires publiques du géant de la tech, qu'il qualifie de menace pour la sécurité nationale.

Par une injonction publiée sur le réseau Truth Social, le pouvoir politique américain vient de placer Microsoft dans une position extraordinairement délicate. L'objet du courroux présidentiel est Lisa Monaco, dont la récente nomination à la tête des relations institutionnelles de l'entreprise est jugée inacceptable. En cause, son passé au sein des administrations démocrates précédentes, notamment comme numéro deux du ministère de la Justice sous Joe Biden.

Une affaire de sécurité nationale ?

L'attaque est directe. Donald Trump affirme que Lisa Monaco ne devrait avoir accès à aucune information sensible chez Microsoft, arguant avoir déjà révoqué



son habilitation de sécurité plus tôt cette année. Pour la Maison-Blanche, son embauche par un fournisseur aussi stratégique de l'État fédéral représente un risque inacceptable. Le message présidentiel est sans équivoque : Microsoft doit la licencier « maintenant ».

Cette offensive est rapidement relayée par les alliés politiques du Président sur les réseaux sociaux, qui amplifient la pression en appelant à une remise en question des lucratifs contrats publics de Microsoft. L'affaire dé-

passe ainsi le cas d'une seule personne pour devenir un avertissement lancé à l'ensemble du secteur. Le message est clair : la proximité avec le pouvoir politique a un prix et les choix de personnel des entreprises ne sont pas à l'abri d'une sanction publique.

Microsoft au pied du mur

Pour Microsoft, la situation est un véritable casse-tête. Le poste de direction des affaires publiques est par nature stratégique. Il consiste à piloter les relations

avec les gouvernements, à anticiper les régulations et à défendre les intérêts de l'entreprise sur la scène mondiale, notamment sur des dossiers aussi sensibles que la cybersécurité ou l'informatique en nuage. L'expérience de Lisa Monaco au cœur de l'appareil d'État américain était vraisemblablement perçue comme un atout majeur par le géant de Redmond. Cependant, en tant que partenaire technologique de premier plan du gouvernement américain, Microsoft ne peut ignorer une telle injonction présidentielle. L'entreprise, qui est restée silencieuse pour le moment, doit désormais naviguer entre la défense de son autonomie de gestion et la préservation de ses relations commerciales avec Washington. Toute la question est de savoir comment elle pourra garantir des cloisons étanches pour rassurer l'exécutif sans pour autant céder à une pression jugée par certains comme une ingérence abusive. Cet épisode s'annonce comme un test majeur pour la souveraineté des grandes entreprises technologiques face au pouvoir politique.

Un objet interstellaire qui grossit de 6 milliards de tonnes par seconde intrigue les scientifiques



Un objet céleste a attiré l'attention des astronomes. Celui-ci en effet grandit à vue d'œil, à un rythme jamais observé jusque-là.

On ne présente plus le télescope James Webb, qui depuis plus de trois ans nous offre des images exceptionnelles, ainsi que des découvertes d'ampleur - comme des « indices » d'une vie extraterrestre. Ce télescope spatial nous réserve aujourd'hui encore une nouvelle surprise, puisqu'il a permis, avec le Très Grand Télescope de l'Observatoire européen austral (ESO), de découvrir un objet céleste incroyable.

« Cha 1107-7626 », l'étrange planète errante qui ne cesse de grossir

À près de 620 années lumières de la planète Terre se trouve un objet céleste tout simplement exceptionnel, dont l'activité a été observée entre juin et août dernier par les scientifiques. Cette planète, baptisée du nom de « Cha 1107-7626 », dévore en effet à chaque seconde 6 milliards de tonnes de matière environnante (poussières et gaz). « Il s'agit du rythme d'accrétion le plus intense jamais observé pour un objet de masse planétaire » fait remarquer l'auteur principal de l'étude, Victor Amendros-Abad, astronome à l'Observatoire de Palerme. Cette explosion d'activité est d'autant plus incroyable qu'il y a encore quelques mois, Cha 1107-7626 était dans un état calme.

Est-ce une planète ou une étoile en devenir ?

Mais depuis, rien n'est plus pareil, et l'activité dévorante de Cha 1107-7626 a maintenant tendance à changer cette dernière. La lumière qu'elle émet est ainsi devenue 3 à 6 fois plus brillante dans le spectre optique, alors que de la vapeur d'eau a fait son apparition dans le disque de poussière et de gaz qui l'entoure, ce qui est inédit pour une planète de ce genre.

Cette capacité à « absorber » de la matière serait due à son champ magnétique, ce qui est plutôt le propre des étoiles. Or la masse de Cha 1107-7626, 5 à 10 fois plus importante que celle de Jupiter, est encore loin d'être suffisante « pour déclencher des réactions de fusion dans son noyau et [elle] se refroidira inévitablement en vieillissant » selon l'astronome à l'Université de Saint-Andrews, Alexander Scholz. Il semble qu'ici, on découvre plutôt que certains phénomènes de formation sont similaires chez les planètes géantes et les étoiles. « Nos nouvelles découvertes suggèrent que certains objets comparables à des planètes géantes se forment comme les étoiles – à partir de nuages de gaz et de poussière en contraction, accompagnés de leurs propres disques – et traversent des épisodes de croissance tout comme les étoiles nouveau-nées » résume Ray Jayawardhana, scientifique de l'université John-Hopkins.

C'est quoi ces "auto immatriculations" dont abuseraient certaines marques en Allemagne ?

En Allemagne, certains soupçonnent les constructeurs d'abuser des "autos immatriculations", ce que nous appelons plus communément en France les immatriculations "tactiques" internes. Ceci afin de gonfler les chiffres de ventes des voitures électriques, qui seraient en réalité éloignés de la réalité. Mais ces façons de faire sont loin d'être nouvelles

Cette année, les ventes de voitures électriques ont connu un bel essor en Allemagne, dans un pays qui, pourtant, milite auprès de l'Europe pour laisser libre cours au moteur thermique après 2035. Les Allemands sont-ils devenus schizophrènes ? La réponse est peut-être ailleurs. Selon certains analystes, les constructeurs présents en Allemagne (et pas uniquement allemands) useraient et même abuseraient des « auto immatriculations ». En clair, immatriculer une voiture pour son propre compte. Ce que l'on appelle en France les immatriculations tactiques sont en effet légion dans l'industrie automobile, mais le phénomène aurait pris de l'ampleur ces derniers temps selon l'association allemande de l'industrie automobile.

Quatre fois plus de « fausses » ventes ?

Elle affirme en effet que les immatriculations tactiques des constructeurs auraient été multipliées par quatre en deux ans seulement, pour atteindre les 65 000 unités. Deux ans, cela nous remonte à peu près à l'époque où le bonus à l'achat de



voitures électriques en Allemagne prenait fin. Y a-t-il cause à effet ? Difficile à dire, mais 2024 avait été une année noire pour les électriques outre-Rhin, et il n'est effectivement pas impossible que les constructeurs aient abusé des immatriculations « garage » ou en interne pour gonfler artificiellement les chiffres.

Certaines marques sont d'ailleurs plus citées que d'autres. BYD, notamment, aurait

un taux très élevé de ventes tactiques : environ 75 % du total de ses immatriculations ! Un chiffre impensable pour un constructeur « sain » mais qui s'explique aussi par le fait que BYD commence à peine à s'implanter en Allemagne et en Europe. Pour l'heure, donc, la majorité des livraisons sont à destination des showrooms ou représentants. Et d'ailleurs, les immatriculations tactiques, bien que

moins rentables que les ventes à particuliers, ne sont pas totalement néfastes : elles permettent aussi d'avoir de la visibilité pour les véhicules sur la route et dans les points de vente. Et donc de tenter de démocratiser un peu plus la mobilité électrique.

Les ventes tactiques en France aussi

En France aussi, les constructeurs font appel à ces ventes pour diverses raisons. Parfois, l'abus des immatriculations internes peut conduire à des situations tendues avec les distributeurs qui doivent écouler ces véhicules sans trop perdre de temps sous peine de baisse de la rentabilité. En 2025, près de 15 % des immatriculations de véhicules neufs en France sont des voitures « constructeurs » ou de démonstration. Certains groupes en abusent plus que d'autres : ces derniers mois, Stellantis avait notamment immatriculé pas mal de véhicules sur ce canal, devançant le groupe Renault. A l'inverse, un Dacia ou un Suzuki, qui vendent en majorité aux particuliers, n'ont pas besoin de conserver d'importants stocks internes.

ELÉGANCE ET 6-EN-LIGNE

Les BMW 435i/440i sont des beautés encore abordables

Finement dessinées et puissamment motorisées, les BMW 435i et 440i proposent une alliance de qualités en voie de disparition, en cette ère d'électrification galopante. On peut commencer à préserver les beaux exemplaires. Dès 19 000 €. Les collectionnables sont des autos revêtant un intérêt particulier, donc méritant d'être préservées. Pas forcément anciennes, elles existent pourtant en quantité définie, soit parce que le constructeur en a décidé ainsi, soit parce que leur production est arrêtée. Ensuite, elles profitent de particularités qui les rendent spécialement désirables : une motorisation, un châssis, un design, ou un concept. Enfin, elles sont susceptibles de voir leur cote augmenter. Un argument supplémentaire pour les collectionner avant tout le monde ! Après elle, la lourdeur. La Bmw Série 4 F32 mérite sa place au panthéon du design BMW. En effet, elle réalise une synthèse particulièrement heureuse entre fonctionnalité et finesse, agressivité et élégance. Grand succès commercial, elle est remplacée par une autre série 4 en 2020, pas laide mais qui s'auto-caricature avec ses rognons de calandre démesurés, tout en croyant intelligent d'inverser le pli Hofmeister, typique de marque. Elle inaugure l'ère du pâté en croûte au pays de la saucisse. L'ancienne F32, au dessin autrement subtil, permet aussi d'accéder au mythique 6-en-ligne BMW à un prix acceptable, chose impossible aujourd'hui en neuf à cause de la délirante Ecotaxe française. Celle-ci a pour conséquence de raréfier l'offre en occasion récente, tout en en gonflant exagérément les prix. Conséquence, la cote de la génération F ne baisse pour ainsi dire pas, ce qui renforce son attrait... On ne peut pas dire que l'évolution stylistique des BMW soit un long fleuve tranquille. Après une ère Bangle très décriée, les autos bavaroises



sont revenues à un design consensuel, qui a connu une apogée avec la Série 4, commercialisées en juin 2013. Dérivant de la Série 3 F30, elle s'en distingue par sa carrosserie totalement différente et bien plus élégante. D'abord proposée en coupé deux portes, la Série 4 bénéficie d'emblée dans sa version 435i d'un beau 6-cylindres essence, le N55 de l'ancienne 335i LCI, uniquement suralimenté certes, mais paré des dernières technologies. Distribution entièrement variable, injection directe, pompe à huile pilotée : de quoi développer 306 ch pour 400 Nm (dès 1 200 tr/min !) et offrir de grosses performances tout en modérant la consommation. 250 km/h au maxi, 0 à 100 km/h en 5,1 s avec la boîte auto ZF à 8 rapports optionnelle et 7,9 l/100 km en moyenne annoncée en BVM (et 7,6 l/100 km avec la BVA). Avec des trains roulants peaufinés (voies élargies), un centre de gravité abaissé face à la Série 3, de gros freins pincés par des étriers à 4 pistons, et une répartition des masses égale entre l'avant et l'arrière, la 435i rassure, et si ça ne suffit pas, une transmission intégrale xDrive est pro-

posée en supplément (permettant d'abaisser le 0 à 100 km/h en 4,9 s !). On trouve aussi un amortissement piloté dans la liste (longue) des options. Pour autant, l'équipement de série est déjà riche : clim auto bizona, sièges à réglages électriques, projecteurs au xénon, régulateur de vitesse... Plusieurs finitions sont proposées : Lounge en entrée de gamme, plus les Sport et Luxury (comportant notamment GPS, clim trizone, radar de stationnement avant), se différenciant surtout par l'ambiance proposée. Quant à elle, la M Sport intègre la suspension affirmée et le kit aéro. Les prix débutent à 49 950 € pour la Lounge (soit 60 200 € actuels), ce qui est beaucoup mais pas excessif. Dès octobre 2013, la Série 4 se décline en cabriolet doté d'un toit dur rétractable ajoutant 240 kg (total de 1 740 kg) mais combiné les avantages d'un coupé et d'une découvrable. Quelques mois plus tard, en mai 2014, une très élégante variante à 5 portes apparaît, la Gran Coupé, dotée en sus d'un hayon très pratique. En mars 2016, les 435i disparaissent. Pourquoi ? Parce qu'en vertu de leur nouveau moteur, elles changent d'appellation : ce sera 440i désormais.

Sous le capot s'installe un 6-en-ligne tout nouveau, le B58, bien différent du N55. De type « closed deck », il ferme le haut de son bloc-cylindres, et pose dessus une culasse, dotée de son propre circuit de refroidissement, le tout pour une meilleure rigidité. Plus puissant (326 ch), ce groupe modère aussi sa consommation (dès 7,2 l/100 km), alors que les performances progressent très légèrement (- 0,1 s sur le 0 à 100 km/h). En janvier 2017, après 400 000 unités vendues (tout de même !), la Série 4 bénéficie d'un léger restylage, touchant à l'éclairage extérieur (désormais à LED), aux boucliers et la décoration intérieure. Des détails, qui permettront tout de même à cette génération de Série 4 de durer jusqu'en 2020.

Combien ça coûte ?

A fort kilométrage (environ 200 000 km), comptez un minimum de 19 000 € pour un coupé 435i bien entretenu et d'origine (pas si courant). A 22 000 €, on s'offre un exemplaire de moins de 150 000 km, et à 25 000 €, on tombe sous les 100 000 km, alors qu'à 28 000 km, on se rapproche des 50 000 km. Les prix varient étonnamment peu selon la carrosserie. En revanche, l'état et surtout la configuration auront une plus grande influence, les M Sport étant plus valorisées. La présence de la hifi, des grandes jantes, du toit ouvrant et du cuir, notamment, jouent aussi nettement sur les sommes demandées. Les 440i, plus récentes et attractives, sont aussi nettement plus chères : rehaussez le minimum aisément de 4 000 € à 5 000 €.

Quelle version choisir ?

Pour un rapport qualité prix optimal, une 435i fera l'affaire, à condition d'avoir été rigoureusement entretenue

et laissée dans son état d'origine. La carrosserie ? Ce sera une question de préférence personnelle.

Les versions collector

Potentiellement toutes, si, là encore, elles sont en parfait état d'origine. Comme les Série 4 sont assez nombreuses sur le marché, privilégiez les facteurs de rareté, comme un très faible kilométrage, un historique limpide et une configuration originale (coloris, options nombreuses).

Que surveiller ?

Fondamentalement, ces BMW sont très fiables, mais pas sans faiblesses, surtout les 435i. En effet, le moteur reste capable de très forts kilométrages, mais demande une attention plus soutenue. Par exemple, ils pâtissent encore parfois d'une maladie bien connue chez BMW : des coussinets de bielles un peu faiblards. Certes, cela apparaît surtout sur les exemplaires « préparés » et aux vidanges trop espacées, mais on surveillera le phénomène car le résoudre coûte tout de même plus de 2 000 €. Autres avaries possibles : les bobines d'allumage, les thermostats et pompe à eau ainsi que, de façon plus courante, la durité de suralimentation allant du turbo à la culasse. Celle-ci est aussi à vérifier sur les 440i, mais celles-ci s'épargnent toutes les autres avaries mentionnées : elles sont nettement plus fiables. Côté transmission, si BMW ne préconise pas de vidange, mieux vaut en effectuer, surtout sur les automatiques et les xDrive, à la boîte de transfert sensible. Avant 80 000 km, c'est l'idéal, sinon, les cas de rupture de cette dernière ne sont pas si rares. Pas de soucis particuliers ou récurrents à signaler dans l'habitacle, bien réalisé, même si quelques bugs électroniques peuvent toujours se manifester.

Mots fléchés

Son démon est Satan	↓	Son démon est Lucifer	↓	Son démon est Melégon	↓	Ville portuaire d'Ukraine	↓	Continent le plus peuplé	↓	Son démon est Léviathan	↓	Ponctuation	↓	Nazi
Son démon est Belzébuth				Cette créature harengs est l'Atlantique du Nord		Néon						Césium		
	→											Créature mi-homme mi-cheval	→	
Évaluation d'une grandeur	↓	Stationnée	→					Précolombiens	↓					
		Assurance						Lanterne						
	→					Prénom de Spielberg	→							L'Irlande
Rushs	→					Une langue du Vanuatu	→			Pays asiatique	→			
Genre femelle dans les contes persans						Souveraine								
	→			Acteur célèbre	→					Soutien	→			
				Trou pour la tête de la guillotine						Indien de l'Utah				
Orient	↓	Pronom personnel	→			Empereur de la dynastie Song	→			Mélodie	→			
		Approfondissement								Les Chaouis y vivent				
	→			Affluent du Danube		Capitale de Drouais		Mâchoire de métal	→			Points cardinaux	→	
Barbouiller	→							Il a remplacé le Franc	→					Impureté en tant que péché capital
Fer								Lettre grecque						
	→		Saint patron de la ville de Rome	→				Décision administrative	→	Incontenable	→			
			Pour relier							Brama				
Séculaire	→											Résultat atteint	↓	Prénom féminin d'origine irlandaise
Unité de mesure en informatique														
	→		Détruire	→				Un comté en Angleterre	→					
			Se caché					Courroux						
Hasard	→		Humoriste et présentateur à France 2 Romanesques	→		Vallée de fleuve envahie par le préon masculin	→			Qui n'a pas subi de cuisson	→			
										Endurer				
	→				Affluent du Congo	Réseau express régional	→			Moment d'une journée	→			
Son démon est Asmodée	→									Vase	→			
Fibre textile	→				Possessif	→				Béryllium	→		Peinture religieuse	Bringues
					Plantes exotiques					Feuilles sèches				
Astate	→		Convers	→				Service	→	Marque de dédain	→	Petite île de l'archipel du Frioul	→	
Distendre			Note de musique							Gagne		Se dirigerai		
	→					Mammon	→							
						Exclamation méridionale								
Germandrée	→				Ville d'eau (Les Bains)	→						On dit Alhamdoulillah après cette éruption	→	
Il bâtit une arche					Fleuve qui se jette dans la mer du Nord									
	→		Paresse spirituelle	→								Solipède	→	
Lettres pieuses	→		Arsenic	→		Sèches	→							

Le ministre de l'Énergie et des Énergies renouvelables en visite au Mozambique

Sur instruction du Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, Mourad Adjal, ministre de l'Énergie et des Énergies renouvelables, effectuera dès aujourd'hui une visite de travail de 48 heures à Maputo, capitale du Mozambique, a indiqué le ministère dans un communiqué. Il sera accompagné, lors de ce déplacement, d'une importante délégation composée du président du Conseil algérien du renouveau économique (CARE), ainsi que des présidents-directeurs généraux de Sonatrach, Sonelgaz et Saidal, en plus de cadres du ministère. Des rencontres et entretiens de haut niveau figurent à l'ordre du jour avec des responsables mozambicains, et seront consacrés à la discussion de dossiers de coopération bilatérale entre les deux pays.



ENERGIE ET ÉNERGIES RENOUVELABLES

Examen des moyens de développer l'industrie électrique et de renforcer la coopération internationale

Le ministre de l'Energie et des Energies renouvelables, M. Mourad Adjal, a reçu, lundi à Alger, le vice-président du Cluster industriel électrique d'Algérie (CIEL), M. Djilani Kobibi Bachir, afin d'examiner les moyens de développer l'industrie locale et de renforcer la coopération avec les pays amis, indique un communiqué du ministère. Les entretiens ont porté sur les opportunités de promouvoir l'industrie nationale, notamment dans le domaine de l'industrie électrique, étant l'un des piliers de la capacité productive de l'économie nationale, a précisé la même source. A cette occasion, M. Adjal a souligné que grâce à l'expertise et à la compétence dont elle dispose, l'industrie électrique algérienne constitue une base prometteuse pour bâtir des partenariats solides avec les pays africains, au service du développement commun et de l'avenir industriel et énergétique du continent.

ETUDE

Les récifs coralliens ont franchi un "point de basculement" climatique

Le monde est au seuil d'une "réalité nouvelle" sous l'effet du changement climatique, et ses récifs coralliens ont quasi certainement franchi un point de basculement catastrophique, avertissent des chercheurs dans une étude de référence publiée lundi. Une équipe internationale de quelque 160 scientifiques s'est penchée sur l'état de santé de la planète en scrutant des "points de basculement" potentiels qui pousseraient ses écosystèmes au bord du gouffre. Si ces points sont franchis, un effet domino de catastrophes en cascade, souvent irréversibles, peut se déclencher. "Malheureusement nous sommes désormais quasi certains que nous avons franchi un de ces points de basculement pour les récifs coralliens tropicaux d'eaux chaudes", dit à des médias l'auteur principal, Tim Lenton, chercheur en sciences de l'environnement de l'université d'Exeter (Royaume-Uni). A 1,4 C de réchauffement par rapport à l'ère pré-industrielle, ces récifs "subissent un dépérissement sans précédent, affectant la subsistance de centaines de millions de personnes qui en dépendent", ainsi que la survie d'un million d'espèces marines, concluent les scientifiques dans l'étude. Depuis la dernière édition de leurs travaux en 2023, ils ont observé une mortalité des coraux "sans précédent". Les récifs connaissent actuellement un épisode massif de blanchissement, signe de dépérissement, en cours depuis deux ans.

ACCIDENTS DE LA ROUTE

Plus de 2 600 morts en huit mois !

Par M. A.

La Délégation nationale à la sécurité routière (DNSR) tire la sonnette d'alarme : 2 618 personnes ont perdu la vie et près de 26 000 autres ont été blessées sur les routes algériennes durant les huit premiers mois de l'année. Une légère hausse par rapport à la même période de l'an dernier, mais qui confirme la persistance d'un fléau lourd de conséquences humaines et économiques. Selon Lahcen Boubka, directeur d'études à la DNSR, 18 395 accidents corporels ont été enregistrés entre janvier et août, soit une hausse d'environ 1 %. « Chaque blessure, chaque décès est une perte humaine importante. Ce ne sont pas que des chiffres : derrière, il y a des familles et des vies brisées », a-t-il souligné sur les ondes de la radio nationale. Le facteur humain reste la principale cause de ces drames, entre excès de vitesse, dépassements dangereux, non-respect du code de la route et conduite sous l'effet de substances prohibées. « On ne respecte pas assez la signalisation ni les règles élémentaires », a dé-

ploré Boubka, avant de rappeler que « la prudence doit être une culture, pas une option ». La vétusté du parc automobile et l'état de certaines routes aggravent encore la situation. « Depuis plusieurs années, l'importation de véhicules neufs est restreinte, les pièces détachées se font rares, et beaucoup roulent dans des conditions dangereuses », a expliqué le responsable. Les jeunes conducteurs, souvent insuffisamment formés, figurent parmi les plus touchés. Pour y remédier, la DNSR a révisé le programme d'enseignement de la conduite, en y intégrant des notions de premiers secours, de mécanique et de conduite économique. Les infrastructures routières demeurent, elles aussi, un point de préoccupation. Plusieurs centaines de tronçons dangereux ont été recensés, certains déjà corrigés, d'autres encore en attente d'aménagement. Lahcen Boubka a appelé à une meilleure coordination entre les autorités locales, la gendarmerie et les services techniques afin de sécuriser ces zones à risque. Sur le plan réglementaire, la révision du

code de la route vise à renforcer la responsabilité des conducteurs et des auto-écoles. « Nous ne pouvons pas continuer à ajuster des pansements sur ce fléau. Il faut une action globale, des textes clairs, un suivi rigoureux et des sanctions effectives », a insisté Boubka, citant l'exemple d'un autobus accidenté à Harrach malgré un refus au contrôle technique. Parallèlement, la DNSR intensifie ses campagnes de sensibilisation, notamment auprès des jeunes. « Lorsqu'on leur fait vivre virtuellement un accident à travers des simulations, cela les marque profondément. Mais il faut que cela s'accompagne d'actions concrètes : des routes sûres, des lois respectées et des contrôles réguliers », a-t-il affirmé. Conscient de la gravité de la situation, le président de la République a ordonné une révision globale des textes régissant la circulation et la délivrance du permis de conduire, avec pour objectif de réduire de moitié la mortalité routière d'ici 2030. « C'est un défi, mais pas une utopie », a conclu Lahcen Boubka. « Avec l'engagement de tous, il est possible d'inverser la tendance ».

PARLEMENT

Nécessité de développer des stratégies intégrées de lutte contre le terrorisme et le crime organisé

Le membre du Conseil de la nation, membre du Parlement arabe, Aissa Bouregba, a affirmé, lundi depuis Istanbul (Turquie), la nécessité de développer des stratégies nationales et régionales intégrées alliant lutte contre le terrorisme et lutte contre le crime organisé, indique un communiqué de la chambre haute du Parlement. Dans son intervention à la Conférence parlementaire sur la lutte contre le terrorisme, M.

Bouregba a souligné que la lutte contre le double danger que représentent le terrorisme et le crime organisé "exige de développer des stratégies nationales et régionales intégrées alliant lutte contre le terrorisme et lutte contre le crime organisé comme front unique indissociable et de renforcer la coopération internationale en matière d'échange de renseignements pour tarir les sources de financement de ces deux fléaux". "Le

lien entre terrorisme et crime organisé ne relève pas de l'hypothèse, c'est une réalité palpable dans le monde d'aujourd'hui, où réseaux terroristes et réseaux de crime organisé s'entrecroisent, constituant une menace complexe qui dépasse les frontières des pays et sape les fondements de la sécurité et de la stabilité", a expliqué le sénateur. Il a rappelé, dans ce contexte, que "la région arabe a connu malheureusement un

exemple flagrant de fusion entre terrorisme et crime organisé, illustré par les massacres, la terreur et le blocus général imposé par l'entité d'occupation aux civils dans la bande de Ghaza, dans un esprit criminel qui va à l'encontre de toutes les règles du droit international et humanitaire", jugeant "risqué de s'attaquer au terrorisme et au crime organisé comme étant deux fléaux distincts au regard de leurs points de croisement".

OMS

Les Maldives deviennent le premier pays à atteindre la «triple élimination»

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) a qualifié lundi d'historique la réussite des Maldives dans l'élimination de la transmission mère-enfant de l'hépatite B, de la syphilis et du VIH. C'est le premier pays au monde à atteindre un tel résultat, selon le Bureau régional de l'OMS pour l'Asie du Sud-Est. L'OMS "a confirmé l'enraiment de la transmission mère-enfant de l'hépatite B", a indiqué l'Organisation, rappelant la validation en 2019 de la transmission mère-enfant du VIH et de la syphilis dans le pays. Les Maldives deviennent ainsi le premier pays au monde à atteindre "la triple élimination". "Les Maldives ont prouvé qu'avec une volonté politique forte et des investissements soutenus dans la santé maternelle et infantile, il est possible d'élimi-

ner la transmission de la mère à l'enfant de ces maladies mortelles et les souffrances qu'elles entraînent", a déclaré Tedros Adhanom Ghebreyesus, directeur général de l'OMS, signalant que cette étape historique est source d'espoir et d'inspiration pour les pays du monde entier qui œuvrent pour le même objectif. La transmission mère-enfant entraîne des infections qui touchent des millions de personnes dans le monde, note l'OMS dans son communiqué de presse. Selon des estimations provisoires, rien que dans les pays de l'Asie du Sud-Est, plus de 23.000 femmes enceintes étaient atteintes de syphilis et plus de 8.000 nourrissons sont nés avec une syphilis congénitale en 2024. Environ 25.000 femmes enceintes séropositives ont dû être traitées pour prévenir la transmis-

sion de la maladie à leur bébé, tandis que l'hépatite B continue de toucher plus de 42 millions de personnes dans la région. Les Maldives ont mis en place "une approche intégrée et globale de la santé maternelle et infantile", constate l'OMS. Plus de 95% des femmes enceintes bénéficient de soins prénataux, tandis que le dépistage du VIH, de la syphilis et de l'hépatite B est "quasi universel". En 2022 et 2023, aucun enfant n'est né avec le VIH ou la syphilis. Une enquête nationale réalisée en 2023 a "confirmé l'absence d'hépatite B chez les jeunes enfants". Ces progrès s'appuient sur "une couverture sanitaire universelle" et sur "des politiques efficaces et des investissements dans la santé représentant plus de 10% du PIB".